ISSN 0024-7650

AFRIQUE DU SUD

c'est les blancs qui ont les armes... et c'est eux qui ont peur

p. 5

lutte ouvrière

BELGIQUE

les travailleurs ne sont pas vaincus, mais encore une fois trahis

p. 8 et 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 942 - 21 juin 1986 - prix : 6 F

Grèves et manifestations dans la Fonction Publique :

vive la lutte !

M 6189 - 942 - 6 F

SOMMAIRE

Société

Page 4
— En bref : un procès en contrebande ; Mundial, jeux olympiques : l'autre côté du stade ; Société générale : banquer un peu mais encaisser beaucoup.
Page 6
— La fête de "SOS-Racisme"... "SOS Bizness" ?
— La police bave... les autorités laissent faire.
— Casher ce sein...

Intérieur

Page 7
—Renault : La direction accentue ses pressions vers des licenciements baptisés "congés-conversion".
— Comité central du PCF

International

Page 5
— Afrique du Sud.
Pages 8 et 9
—Belgique : Les travailleurs belges ne sont pas vaincus, mais encore une fois trahis.
Page 16
—Les élections en Espagne : Dans la foulée du référendum sur l'OTAN, le Parti Socialiste se sent le vent en poupe.

Social

Page 10
— Dans les entreprises : La journée du 17 juin dans les PTT, SNCF Région Paris Saint-Lazare.
Page 11
— Chômage : pas une fatalité mais la conséquence de la soif des patrons.
— Chantiers navals : licenciements d'un côté.. accident mortel de l'autre.
Page 12
— Une société pas tendre même pour ceux qui ne sont pas les plus à plaindre.
— Dans les entreprises : Verreries Mécaniques Champenoises ; les frères Willot vendent leurs actions Boussac.
Page 13
— Dans les entreprises : Transports de l'agglomération nantaise ; Snecma (Gennevilliers) ; Dassault (Saint-Cloud) ; Hôpital Rebeyrol (Limoges) ; Hôpital Hôtel Dieu (Lyon) ; Buanderie du CHR (Tours).

Loisirs et culture

Pages 14 et 15
— Mai et juin 1936 à travers quelques romans : *Les rebelles, La gueuse, L'embellie* de Jean-Pierre Chabrol ; *Le faubourg des coups de trique* d'Alain Gerber ; *La grande vie* de Roger Bordier ; *La douceur de vivre* de Paul Morelle ; *L'homme sur le pavois* de Claude et Roger Quilliot.

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20000 F — Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 18.000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R.
A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

INTERNATIONAL

Les militaires "justiciers" colombiens : tuez-les tous, dieu reconnaîtra les siens.

Les 6 et 7 novembre derniers, les militaires colombiens avaient donné l'assaut contre le Palais de Justice de Bogota, où des guérilleros du mouvement M 19 venaient de prendre plusieurs personnes en otages. Refusant de négocier, le gouvernement avait fait donner l'armée : quand celle-ci était ressortie du bâtiment, il n'y restait plus que des cadavres de guérilleros et de certains des otages.

La version officielle avait alors prétendu que les guérilleros, se voyant perdus, auraient exécuté ces otages, dont le président de la Cour suprême et plusieurs hauts magistrats, même si les moyens employés lors de l'assaut (tanks, explosifs) laissaient à penser que certains civils auraient pu être victimes de "balles perdues" tirées par les militaires.

Depuis, deux enquêtes ont été menées par la justice. Le constat qu'elles dressent — selon les éléments qui ont pu filtrer — est accablant pour les militaires. Apparemment aucune victime n'a été tuée par les guérilleros, alors que les experts estiment qu'elles ont toutes été abattues par des armes dont seuls disposaient les soldats. Pire, il semble bien que dans plusieurs cas cela n'ait pas été le fait de "balles perdues", mais de véritables assassinats délibérés perpétrés, parfois même hors du bâtiment, par la troupe. Des employés du Palais de Justice, considérés comme suspects, auraient ainsi été exécutés, d'autres auraient disparu dans des casernes de regroupement où l'armée a installé des salles de torture. Au passage, les experts laissent entendre que l'armée aurait mis elle-même le feu au bâtiment afin de faire disparaître certains dossiers accablants, concernant des tortures dont étaient accusés des officiers généraux.

Témoignant devant la commission d'enquête, le ministre de la Justice a affirmé que *"le Conseil des ministres fut ridiculisé"* dans cette affaire, l'assaut final ayant été, selon lui, donné alors que le gouvernement venait de décider une suspension des combats.

Il est bien sûr impossible de savoir si c'est vrai. Mais il n'est par contre pas impensable de considérer que l'armée a voulu, dans cette affaire, forcer la main du gouvernement, y compris en faisant elle-même un bain de sang avec les otages.

En effet, l'armée était opposée à la trêve que le gouvernement civil de Belisario Betancur avait signée voici un an et demi avec certains mouvements de guérilla. Le jour même de la conclusion de cette trêve, elle avait tendu une embuscade aux signataires de la guérilla. Pendant la trêve, une vingtaine de guérilleros avaient été abattus et nombre de leurs sympathisants avaient disparu. La répression n'avait donc jamais cessé. Quant à l'autre promesse de Betancur — la mise en œuvre de réformes — elle n'avait jamais été tenue. Devant cette situation, certains guérilleros, dont ceux du M-19, avaient rompu ce simulacre de trêve en juin 1985.

L'armée, elle, ne s'était jamais sentie concernée par cette trêve. Depuis quarante ans, c'est une guerre civile permanente qu'elle mène contre toute la population, et plus particulièrement contre ceux qui, en son sein, prennent les armes. Et c'est probablement dans ce cadre-là qu'en novembre dernier, au Palais de Justice, elle a voulu faire un exemple sanglant. Un exemple adressé, bien sûr, à tous ceux qui seraient tentés de se reconnaître dans la guérilla ; mais aussi probablement à ce gouvernement civil installé depuis trois ans et auquel elle aura voulu signifier qu'il était sous surveillance militaire et qu'il n'existait que parce que l'armée le voulait bien. Pour combien de temps encore ?

P.L.

L'assaut du Palais de Justice par l'armée colombienne le 7 novembre 1985 (AFP).

L'ONU à la rescousse des Turenge

Le conflit franco-néo-zélandais, à propos du sabotage du *Rainbow Warrior* et de l'emprisonnement des "faux-époux-Turenge" qui s'ensuivit, vient de prendre une dimension planétaire.

Le secrétaire général de l'ONU vient en effet d'être accepté comme médiateur. On sait que les secrétaires de l'ONU sont les plus intègres des mortels ! Cela permettra peut-être de trouver une porte de sortie à cette situation bloquée. Eventuellement la Nouvelle-Zélande pourrait relâcher les "Turenge", au mépris de la chose jugée, si c'est le secrétaire de l'ONU qui le lui demande. Et si l'affaire ne se résout pas, eh bien le gouvernement Chirac pourra toujours dire qu'il a tout essayé...

On discutera sans doute, à côté des grands principes, de la justice et du droit des gens, de questions plus terre-à-terre : les cervelles d'agneaux et le beurre néo-zélandais...

Quant aux "Turenge", lorsqu'ils seront de retour, ils pourront toujours aller remercier Hernu et les autres responsables de ce beau pays qui s'appelle la France, qui condamne le terrorisme, mais n'hésite pas à l'utiliser, à l'occasion, et qui, pris en flagrant délit, ne va pas jusqu'à imaginer que l'on puisse s'excuser.

Un témoignage sur la mort de Georges Jakson, ou comment la police abattait les Panthères Noires

Après 13 ans de fuite pour échapper à l'arrestation, l'avocat américain des Panthères Noires, Stephen Bingham, vient de se rendre pour témoigner sur la mort en prison de Georges Jakson.

Georges Jakson, militant des Panthères Noires (ce mouvement d'autodéfense des Noirs américains des années 1960), ami d'Angela Davis et auteur du livre *Les frères de Soledad,* avait été abattu en août 1971 par les gardiens, au cours d'une révolte dans la prison.

Des circonstances de cette révolte à l'intérieur des murs du quartier de haute sécurité d'une des plus dures prisons américaines, la prison de San Quentin, on avait su peu de chose. Mais l'avocat de Georges Jakson avait été accusé d'avoir transmis le jour même au prisonnier un magnétophone contenant une arme.

Craignant pour sa liberté, voire pour sa vie (vu la façon dont la police américaine s'est peu embarrassée de légalité, à l'époque, pour liquider les leaders du mouvement des Panthères Noires), Stephen Bingham avait pris la fuite.

L'avocat de Georges Jakson avait reçu ce magnétophone, censé contenir une arme, d'une personne prétendant s'intéresser à la cause des Noirs américains, qui participait à la défense de Georges Jakson et accompagnait d'ailleurs Stephen Bingham le jour de cette dernière visite. Or on vient d'apprendre que cette personne qui a fourni le magnétophone suspect, et qui n'a jamais été inquiété par la police, travaille aujourd'hui à l'université de Los Angeles, où elle est chargée du recrutement des gardiens de prison. C'est elle qui avait passé à l'avocat le magnétophone suspect. Ce que jusque-là, pour la couvrir, l'avocat n'avait jamais dit, ne sachant pas que dès cette époque elle travaillait vraisemblablement pour l'administration carcérale.

Et il semble bien que l'arme tombée entre les mains de Jakson, ce 21 août 1971, n'était qu'une provocation pour donner à la police un prétexte à l'abattre.

ÉDITORIAL

VIVE LA LUTTE !

Monsieur Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la Fonction publique, a beau dire que les grèves des services publics, qu'il appelle *"mouvements d'humeur"*, ne signifient pas que *"le climat social se soit dégradé"*, la façon dont la grève du 17 juin a été suivie dans la Fonction publique montre que non seulement les travailleurs en ont ras-le-bol, ce qui est déjà le cas depuis longtemps, mais que, la voie des illusions électorales étant fermée pour le moment, de plus en plus nombreux sont ceux qui voient que la seule réponse efficace, c'est finalement la grève et la lutte.

Bien sûr, on peut penser à juste titre que ces journées d'action sans lendemain, symboliques, limitées par avance à 24 heures, ne servent pas à grand-chose. C'est vrai, si on attend qu'une telle journée fasse par miracle s'écrouler sans effort les murs de l'argent et les volontés réactionnaires du patronat.

De telles journées ne peuvent servir que si elles sont des préparations, des répétitions, des mobilisations partielles pour une offensive plus large et plus générale. Pour que les bourgeois cèdent, il faut leur faire peur. Et pour leur faire peur, il faut que beaucoup de travailleurs arrêtent en même temps le travail et soient dans la rue pour autre chose que pour défiler en chantant.

Mais cela se prépare, justement. Et ce qu'on peut reprocher aux organisations syndicales, c'est de ne pas dire si elles ont un projet dans ce domaine, et lequel il est. Il y a tout lieu de penser que, si elles ne le disent pas, c'est qu'elles n'en ont pas et qu'avant d'affronter la bourgeoisie, les travailleurs auront à contraindre leurs propres organisations syndicales à entrer dans la lutte derrière eux, à défaut de vouloir être à leur tête.

Certains pourront dire que les dernières journées dans la Fonction publique ont été suivies parce que dans la Fonction publique les travailleurs craignent moins pour leur emploi que les autres travailleurs.

D'abord, c'est de moins en moins vrai. Et tel qui aujourd'hui appartient à la Fonction publique pourra demain appartenir au privé. Et de plus, depuis longtemps déjà, beaucoup d'entreprises qui travaillent pour l'Etat, directement ou indirectement, sont dirigées exactement comme des entreprises privées, du point de vue des salariés.

Les sidérurgistes de Lorraine en ont su quelque chose, sous le gouvernement précédent. Les travailleurs de Renault et des chantiers navals vont sans doute en savoir quelque chose prochainement.

Mais nous, les travailleurs, nous ne devons pas nous laisser diviser par cela. Il n'y a qu'une seule classe ouvrière et les intérêts de tous les travailleurs sont communs, comme sont communs, en face, les intérêts des patrons, qu'ils soient défendus par un gouvernement de droite ou de gauche.

Alors oui, en cette veille de vacances, les actions des travailleurs de la Fonction publique sont des combats d'avant-garde de toute la classe ouvrière. Et qui sait même si les vacances apporteront la pause que le patronat voudrait ? On a vu dans le passé des grèves plus qu'importantes éclater en plein mois d'août et faire reculer des gouvernements aussi réactionnaires.

Le gouvernement fait le fier, mais les patrons ne sont pas tranquilles. Finalement, ils craignent la classe ouvrière car, eux, ils la savent bien plus forte et ils se savent bien plus faibles et dépendants des travailleurs qu'ils veulent le dire.

Bien sûr, ils préfèrent spéculer qu'investir. Mais ils savent aussi que, si demain il y a une vague de grèves, toutes les actions françaises et leurs profits spéculatifs s'effondreront à la Bourse de Paris. Ils le craignent, car c'est du portefeuille qu'ils sont le plus sensibles.

Et si nous, travailleurs, nous comprenons cela, nous serons dix fois plus forts.

Arlette LAGUILLER

Voir nos articles sur Renault (page 7), les grèves aux PTT et à la SNCF (page 10).

MEXIQUE

LA BOURGEOISIE ORGANISE LA FUITE DES CAPITAUX

Alors que les objectifs de toutes les télévisions du monde sont braqués sur les stades du Mexique et accessoirement sur la misère qui les entoure, le gouvernement mexicain s'apprête une fois de plus à se déclarer dans l'incapacité de payer la note qu'il doit régler avant la fin juin aux banquiers américains et européens, au titre du remboursement de sa dette.

Il n'y a plus d'argent en caisse. La chute du prix du pétrole, qui représente la moitié des recettes de l'Etat, a fait s'évaporer les rentrées attendues. Le peso mexicain vient de perdre en quelques jours 40 % de sa valeur par rapport au dollar, ce qui a accéléré la fuite des capitaux vers l'étranger. Car pendant que la télévision mexicaine chante l'unité nationale sur les terrains de football, la bourgeoisie mexicaine, elle, redouble d'ardeur pour expédier son argent dans le camp d'en face, aux Etats-Unis.

Officiellement, le Mexique doit 100 milliards de dollars aux banquiers étrangers. Et la facture ne cesse de s'enfler. Mais cet argent, que les pauvres du Mexique s'échinent à rembourser, qu'ils payent par la hausse du prix de la galette de maïs et la flambée de tous les produits indispensables, n'est pas perdu pour tout le monde. La bourgeoisie mexicaine est devenue l'une des championnes du monde des détournements de capitaux. Citant des études américaines, la revue *Banque* estime que, *"sans les fuites de capitaux de ces dix dernières années, la dette mexicaine serait de seulement 12 milliards de dollars, au lieu d'une centaine !"*

A chaque fois que le Mexique obtient de nouveaux crédits, l'argent repart en grande partie aux Etats-Unis ou dans les coffres des banques suisses qui travaillent avec leurs congénères américaines. Seule la facture reste au Mexique. Le système fonctionne parce que tout le monde y trouve son compte. Les bourgeois mexicains se constituent ainsi de copieuses fortunes personnelles déposées dans les banques étrangères. Les banques prennent au passage leur commission et encaissent les intérêts sur les nouvelles sommes prêtées.

Miami, plaque tournante des opérations des bourgeoisies mexicaine, vénézuélienne et argentine, est ainsi devenue en dix ans l'une des principales places bancaires américaines.

La faillite qui guette le Mexique est inscrite dans le système. Elle servira à imposer de nouveaux sacrifices aux pauvres et, si ceux-ci menacent par trop de se révolter, à faire débourser aux Etats américain et européens, c'est-à-dire aux contribuables des pays prêteurs, de quoi maintenir à flot ce système si profitable, au moins en apparence.

Histoire de durer, le gouvernement mexicain vient de remplacer son ministre des Finances par un autre faussaire du même accabit. Mais tout cela ne durera pas indéfiniment. Le peuple mexicain règlera ses dettes quand 70 millions de pauvres en révolte se dresseront aux portes des Etats-Unis. Les banquiers de Miami et les bourgeois de Mexico ne seront pas alors les seuls à trembler.

Pierre VERNANT

Tout fout l'camp... même Coluche

Coluche est mort. Il n'était pas à proprement parler de nos amis politiques — ni vice-versa — mais nous l'aimions bien pourtant, comme l'aimaient tous les travailleurs dont il incarnait les qualités et les faiblesses.

Coluche avait la gouaille, la verve, l'intelligence et le verbe corrosif du "titi parisien" ou du "prolo". Il en avait aussi l'esprit "anar"... en plus de la casquette et de la salopette. Et il était doué parce que ce n'était pas une seconde nature, c'était sa condition première : fils de peintre en bâtiment, d'origine italienne. Qui dit mieux ? Comme il disait d'ailleurs : *"Je ne suis pas un nouveau riche, mais un... ancien pauvre"* !

Et puis, évidemment, Coluche était anti-tout : anti-flic, anti-raciste, anti-Lecanuet et anti-Omo. Coluche secouait les pouvoirs établis, les hypocrisies, les bigoteries, les injustices avec autant de mauvais goût qu'il en fallait pour choquer le bourgeois.

Il secouait, en paroles, évidemment, mais d'une certaine façon ça vengeait les pauvres et les humbles. Ça ne changeait rien, mais un peu quand même.

Coluche laissera ses sketches, le souvenir des restaurants du cœur.

Eh oui, ce sont les meilleurs qui partent les premiers, dit-on... à moins qu'ils meurent "meilleurs" parce que ce n'est pas facile de bien vieillir...

Alors, Coluche est mort, mais au moins il ne mourra pas.

M.V.

FÊTE CHAMPÊTRE DE LUTTE OUVRIÈRE à MARSEILLE dimanche 29 juin à partir de 12 heures
Parc de Valabre près de Gardanne (à 40 km de Marseille)

FÊTE DE LUTE OUVRIÈRE à BOURGES de 9 h à 22 h dimanche 29 juin Jardins des Prés-Fichaux

EN BREF

Un procès en contrebande

Le 18 octobre 1983, un commando de quatre hommes se fit prendre en flagrant délit de tentative d'enlèvement, en territoire français, d'un responsable de l'ETA-militaire, José Maria Larretzea-Goni, 40 ans.

Les quatre hommes se révélèrent être quatre policiers espagnols en mission, sur ordre du préfet de Bilbao, chef des services de renseignement de lutte anti-terroriste de la police espagnole. Leur voiture était un véhicule de la police espagnole repeint en blanc et affublé de fausses plaques.

Quel but visait l'opération, c'est ce que montre un autre enlèvement, réussi celui-là, opéré en plein Bayonne quatre jours plus tôt : les deux jeunes militants basques enlevés, âgés de 20 et 21 ans, n'ont jamais été revus depuis.

Mais les quatre policiers espagnols qui ont eu la maladresse de se faire prendre la main dans le sac n'ont pas eu à s'en mordre trop les doigts : après 48 jours de détention, ils ont été libérés sur parole, par décision du président de la Cour d'appel de Pau. Ils avaient promis d'être là le jour du procès.

Lorsque leur procès s'est ouvert, le 12 juin dernier, les accusés étaient portés manquants ! Comme par hasard ! L'avocat général, chargé de l'accusation, n'a d'ailleurs réclamé qu'une peine de 6 mois d'emprisonnement contre eux.

Ça méritait l'indulgence !

Le militant basque victime de la tentative d'enlèvement ne s'était pas présenté non plus au procès, mais pour une autre raison : il avait été expulsé en 1984 par les autorités françaises vers Cuba, en même temps que des dizaines d'autres réfugiés basques. Dans son intérêt, évidemment !

Il n'y a pas de justice, mais il y a une police

Qu'à l'occasion d'un contrôle d'identité un jeune soit giflé, que son pantalon soit déchiré, quoi de plus banal ?

L'autre soir, les policiers avaient fait leur "travail" comme à l'accoutumée, quand leur victime, emmenée au poste, déclara qu'elle était le neveu de Chalandon, ministre de la Justice.

Alors, le préfet s'est senti obligé d'ordonner une enquête. Par contre, à ce qu'on sache, Chalandon n'a ni porté plainte, ni rendu la gifle à Pasqua, son collègue de l'Intérieur. Ainsi abandonné, il ne reste plus au neveu qu'à s'adresser à l'association "SOS bavures policières" qui vient de se créer...

Les nouvelles chalandonettes, clefs en main !

Chalandon, le ministre de la Justice, envisage la création de prisons privées. Aujourd'hui, il y a en effet tellement de monde derrière les barreaux que, pour enfermer un détenu, il faut en libérer un autre. Alors, vraiment, à quoi ça sert que Pasqua et Pandraud se décarcassent pour mettre les gens au violon ?

Avec le privé, Chalandon espère que ça fera un peu comme pour les autoroutes, une ancienne idée à lui, lorsqu'il était ministre de l'Equipement et du Logement il y a une quinzaine d'années : les prisons devraient croître et se multiplier...

Reste toutefois le problème du péage à régler. A l'entrée, ou à la sortie de prison ? Et que fera-t-on des mauvais payeurs ? On ne pourra quand même pas les mettre en prison !

Il reste tout de même un espoir aux prisonniers : Course au profit oblige, les nouvelles prisons pourraient avoir autant de fissures que les "Chalandonettes", ces fameux pavillons industriels dont Chalandon s'était fait le promoteur, lorsqu'il était ministre de l'Urbanisme.

Mundial, Jeux Olympiques : de l'autre côté du stade

Aujourd'hui, c'est le Mundial avec ses matchs, ses buts... mais aussi avec la misère du peuple mexicain, sur fond de bidonvilles et de milliers de flics.

Dans deux ans, en Corée, ce seront peut-être les Jeux Olympiques sur fond de barbelés. Car il est question, pour éviter le risque de boycott des JO par certains pays, que la Corée du Sud "offre" quelques épreuves à la Corée du Nord : on parle du tennis de table et du tir à l'arc. Et pourquoi pas le cyclisme, avec les coureurs pédalant entre les barbelés, avec pour spectateurs les centaines de milliers de soldats des deux armées qui continuent à se faire face, de part et d'autre de la ligne de démarcation ?

Il faudra bien qu'on en finisse avec ses super-parades où s'étalent le fric et, derrière, les flics, les barbelés et la barbarie. Mais pour cela, il faudrait que les peuples se mêlent de la partie.

Orange mécanique

Le jeune vigile qui avait tué un clochard au Forum des Halles a donc été condamné à 8 ans de prison.

La victime, invalide, ne s'était pas levée assez vite au gré de ce vigile, à qui on avait donné mission de "nettoyer" le quartier. Un minable en uniforme a trouvé quelqu'un sur lequel il a cru pouvoir se défouler en toute impunité, persuadé, par tout ce qu'il avait vu et entendu, que la société n'attachait aucune importance à la vie ou à la mort de ceux qu'elle laisse pour compte.

Quand les bourgeois, petits ou grands, recrutent des voyous pour protéger leurs boutiques et leur fric, quoi d'étonnant si de temps en temps l'un de ces "gros bras" s'amuse à faire du zèle en faisant la chasse à l'invalide.

Kurt Waldheim ira-t-il en camp de concentration ?

Le président autrichien, qui ne sait plus quoi inventer pour faire oublier son passé, a annoncé qu'il irait visiter l'ancien camp de la mort de Mauthausen, situé en territoire autrichien, pour *"convaincre les gens qui hésitent à reconnaître sa bonne volonté"*.

Franchir les portes de Mauthausen, c'est évidemment moins dangereux aujourd'hui qu'il y a quarante-cinq ans...

Waldheim convaincra-t-il ? Qu'il n'est pas un ancien nazi ? On n'en sait rien.

En revanche, qu'il est capable de toutes les singeries, de tous les mensonges, comme la plupart des politiciens du monde ? Oui, en effet, c'est assez convaincant !

On ne chante pas la même chanson qu'eux

N'a-t-on pas vu, le dimanche 15 juin, les dirigeants socialistes, Jospin, Mexandeau, Roudy et quelques autres, commémorer le cinquantenaire de Juin 36 en allant, guillerets, pique-niquer sur une plage de la Manche ?

Ils ont même fait les derniers kilomètres à vélo. Et joyeusement, la fine équipe a saucissonné, en poussant la goualante et même, dit-on, en entonnant *l'Internationale.*

Ils étaient bien plus discrets, ces socialistes, en 1984, quand ils votaient le "plan acier" qui jetait à la rue des milliers de sidérurgistes. Ce jour-là, ce n'étaient pas eux qui chantaient *l'Internationale,* mais ceux qui, dans les rues, manifestaient contre leur politique.

Notre argent les intéresse

La BNP se propose en 1987 de réclamer 100 F par an de plus à ses clients, en guise de frais de tenue de leur compte. La BNP prévoit aussi de facturer 1,50 F chaque chèque émis. Et comme les banquiers ne se font pas de concurrence déloyale, il y a des chances que les autres suivent.

L'argent de nos salaires passe par les coffres des banquiers. C'est peu pour chacun d'entre nous, mais au total ça fait de grosses sommes, de belles opérations financières et de sacrés profits.

Les banquiers ne nous paient déjà pas d'intérêts sur cet argent que nous leur prêtons, mais en plus ils voudraient nous faire payer ! C'est du racket.

Société Générale : banquer un peu, mais encaisser beaucoup

S'il vous est parfois arrivé des ennuis avec votre banque, pour un petit découvert en fin de mois ou pour un malheureux chèque non approvisionné, vous serez (peut-être) surpris d'apprendre qu'un "trou" autrement plus important ne coûte finalement qu'un rapport de la Cour des Comptes. Du moins quand on est soi-même à la tête de l'une des plus grandes banques du pays, la Société Générale.

Un rapport qui serait d'ailleurs resté secret si le *Canard enchaîné* n'avait révélé que la Société Générale dissimulait depuis plusieurs années un "trou" de l'ordre de 2,7 milliards de francs. Un trou dû à de malencontreuses opérations au Brésil et à Singapour.

Alléchée par des gains importants au Brésil, cette banque s'était associée avec un spécialiste local. Un homme d'affaires compétent et efficace puisqu'il a réussi à faire créer à la Société Générale une filiale brésilienne qui était surtout une couverture à ses propres spéculations immobilières et boursières. Résultat : selon la Cour des Comptes, la Société Générale y aurait laissé pour plus *"d'un milliard de francs, soit le double du résultat* (c'est-à-dire du bénéfice) *dégagé par la banque en 1984" Le Canard enchaîné* rapporte, au passage, que la BNP aurait aussi "avancé" environ 20 millions de dollars au même homme d'affaires...

A Singapour, le scénario semble avoir été du même type : la banque y aurait perdu 2 milliards de francs entre 1979 et 1985.

Tout cela peut faire sourire, surtout quand on apprend le luxe de précautions prises par la direction de la Société Générale pour détourner les regards indiscrets. Concernant Singapour, il paraît que, dès 1982, l'inspection interne de la Société Générale aurait attiré l'attention sur le fait que les responsables de la filiale locale étaient accusés de corruption par la banque centrale du pays. La Cour des Comptes reproche aussi à la direction de la Société Générale de ne pas avoir averti son Conseil d'administration de ses opérations malheureuses et d'avoir exercé des pressions pour que la police interne de la banque (l'inspection générale) soit *"détournée de s'intéresser à certaines affaires"*.

Pour sa défense, la direction de la Société Générale invoque en quelque sorte le métier de banquier, puisqu'elle s'abrite derrière les *"nécessités de la confidentialité"*. Des "nécessités" que les membres de la Cour des Comptes devraient comprendre... puisque leur rapport aurait dû rester secret !

En fait, de telles "bavures" bancaires ne sont pas exceptionnelles. Dans un passé récent, le Crédit Lyonnais avait connu l'affaire Stoddard : chargé de spéculer sur les devises, à Londres, pour le compte du Crédit Lyonnais, ce monsieur avait réussi à laisser une ardoise rondelette à cette banque. En 1984, le même Crédit Lyonnais connaissait la nouvelle affaire de la banque hollandaise Slavenburg, un établissement que l'on avait dit lié à la Mafia (coût pour le Crédit Lyonnais : entre deux et trois milliards de francs !).

Avec les petits déposants, les salariés qui font virer leur paye, les banques ne prennent aucun risque. Là, il n'est pas question de "discrétion" : tout est connu, publié, enregistré. Et gare à celui qui aurait trop longtemps, et malgré les admonestations incessantes, quelques centaines de francs de découvert !

Réticences hypocrites du patronat sud-africain et des puissances impérialistes :

L'APARTHEID RESTE LE REMPART POUR LA SAUVEGARDE DE LEURS PROFITS

A l'occasion du dixième anniversaire des émeutes de Soweto, le gouvernement sud-africain avait mis sur pied un quadrillage policier et militaire dans toutes les villes noires du pays. Des arrestations massives avaient été opérées préventivement (entre 1000 et 2000 personnes arrêtées entre le vendredi 13 et le lundi 16 juin). Le gouvernement raciste entendait gagner ce qu'il avait lui-même qualifié d'«épreuve de force».

Il a réussi, semble-t-il, à empêcher toute manifestation, quoique la censure totale imposée sur l'information rende difficile l'appréciation de ce qui s'est réellement passé ce lundi 16 juin en Afrique du Sud. Il y a eu au moins onze morts.

En tout cas l'appel à la grève lancé par les organisations anti-Apartheid a été suivi par l'immense majorité des travailleurs noirs. Soweto, comme toutes les autres villes noires, était totalement paralysée. Et pas seulement les villes noires : dans l'Afrique du Sud blanche, au cœur même de Johannesburg notamment, pas grand-chose non plus ne fonctionnait; magasins fermés, rues désertes.

Le quadrillage policier a peut-être limité les manifestations, ce dont s'est glorifié le gouvernement, mais il n'a pu empêcher les Noirs de "fêter" à leur manière, par la grève, l'anniversaire du soulèvement des enfants de Soweto, il y a dix ans.

Le 16 juin 1976, 10000 collégiens noirs de 13, 14, 15 ans avaient défilé dans les rues de Soweto, dressé des barricades, incendié les bâtiments publics. La révolte s'était étendue aux autres ghettos noirs du pays, avait entraîné les ouvriers et de nouvelles émeutes, plusieurs grèves générales, qui avaient duré jusqu'au mois d'octobre, malgré la répression qui fit, au cours du seul été 1976, 560 morts selon les chiffres officiels.

Mais si le massacre de Sharpeville en 1960 et la répression qui avait suivi pendant plusieurs mois (et qui fit elle aussi plusieurs centaines de morts et des milliers de blessés) avaient donné au pouvoir blanc en Afrique du Sud quelques années de répit, l'incendie allumé par les émeutes de juin 1976, malgré les périodes de relative accalmie, ne s'est plus jamais éteint. Une nouvelle génération de militants était née, diverses organisations se réclamant du "pouvoir noir", héritières directes des émeutes de Soweto, se développèrent dans les années suivantes. La plus ancienne organisation nationaliste, l'ANC, elle aussi récupéra dans ses rangs un grand nombre de ces jeunes qui, pendant l'été 1976, étaient partis au combat sans elle. Dans la classe ouvrière, le mouvement syndical prit un nouvel essort.

En 1981-1982, on assistait à une montée des luttes revendicatives ouvrières contre l'inflation et les menaces de chômage dues à la crise, qui culminait pendant l'été 1982 avec les grèves dans les mines d'or et les usines automobiles General Motors, Ford et Volkswagen.

En septembre 1984 il y eut des émeutes à Sharpeville, à Sebokeng, à Evaton, au nord de Johannesburg, à la suite de l'annonce des hausses de loyers. Le même mois, c'était une grève dans les mines d'or; en novembre, une grève générale de 48 heures dans la province du Transvaal.

L'été 1985 avait été particulièrement chaud : bien que le gouvernement ait décrété l'état d'urgence, les émeutes s'étaient multipliées et le syndicat des mineurs avait décrété une grève dans toutes les mines du pays... Et depuis, l'agitation n'a cessé de croître.

De septembre 1984 à aujourd'hui, les émeutes ont coûté la vie à 1900 personnes, dont 130 tuées rien que depuis le début de ce mois de juin. C'est dire qu'aucune répression n'arrive à enrayer la colère, elle ne fait que l'alimenter encore plus.

Mais le grand patronat sud-africain, pas plus que les puissances occidentales qui aujourd'hui expriment des réticences hypocrites à la politique de Botha, n'ont aucune solution de rechange au régime de Botha.

Pour éviter que la révolte ne mette en cause ses profits, le grand patronat sud-africain se dit aujourd'hui hostile à l'Apartheid. Certains de ses représentants ont rencontré l'été dernier des dirigeants de l'ANC. Et il y a une semaine, ils ont publié un "Projet Libre Entreprise", approuvé par 900 "businessmen" sud-africains, dont l'ambition est de rejeter l'Apartheid sans jeter avec, par-dessus bord, l'économie capitaliste. Et s'ils pouvaient réhabiliter cette économie aux yeux des opposants noirs...

Mais ils sont bien incapables, ces magnats de l'économie sud-africaine, d'imposer à leur gouvernement un changement radical de politique. Et pas seulement parce que le parti d'opposition qui les représente, le Parti Fédéral Progressiste, est largement minoritaire au Parlement : les industriels auraient des moyens bien plus puissants de se faire entendre que le Parlement. Et on pourrait dire la même chose des Etats-Unis et des puissances occidentales, qu'on voit aujourd'hui incapables de prendre la moindre mesure, même symbolique, qui pourrait nuire un tant soit peu au régime de Botha. Mais elles, non plus, pas plus que les industriels d'Afrique du Sud, n'ont pas de solution de rechange à Botha. Parce que, derrière Botha, il y a quatre millions de petits Blancs bornés dont une grande partie semble soutenir à fond le régime d'Apartheid. Et à tout prendre, ce sont encore eux, en plus de l'armée et de la police sud-africaines, qui protègent les riches, les industriels des troubles sociaux qui ébranlent cette région du monde. Alors, la branche est peut-être pourrie, et ils en préféreraient probablement une plus présentable et plus solide, mais c'est encore la seule qu'ils aient. Tous.

Cette communauté de petits Blancs, de "pieds-noirs" qui n'ont même pas de métropole, est-elle vraiment aussi anachronique, aussi indécrottable ? Ces petits Blancs qui s'arrachent les armes des magasins sont-ils prêts à s'en servir jusqu'à y laisser leur peau ? A en découdre jusqu'au bout ?

Quoi qu'il en soit, malgré toutes les phrases anti-Apartheid, la politique des grandes puissances consiste à ne rien faire, vraiment (si ce n'est retirer leur fric par crainte pour lui), contre cette communauté blanche et les forces de répression de son Etat. Car c'est encore elle et son Etat qui protègent les profits des troubles sociaux.

SOWETO : c'est les Blancs qui ont les armes... et c'est eux qui ont peur

Ce qui est remarquable, pour ce dixième anniversaire des émeutes de Soweto, c'est la peur, la grande peur des Blancs d'Afrique du Sud, mais aussi des possédants du monde entier.

Les organisations syndicales et anti-Apartheid d'Afrique du Sud ont appelé à une grève générale. Johannesburg, privée des Noirs qui viennent y travailler, est une ville morte. Les grosses entreprises sud-africaines ou les filiales des trusts mondiaux (Coca-Cola, Kodak, Shell ou Mobil) sont désertées. Les patrons ont préféré donner congé aux ouvriers. Les plus libéraux — les plus lucides et les plus inquiets — paieraient même la journée, en signe d'apaisement. Ah, si le climat pouvait redevenir favorable à leurs affaires et à leurs profits !

En Afrique du Sud, la population noire est marquée par la ségrégation, parquée dans des réserves, entassée dans des villes-dortoirs qui sont de véritables ghettos, dont Soweto est le symbole. La population noire, qui pour l'instant se bat à mains nues, vit comme dans une immense prison, entourée de barbelés moraux et matériels.

Et pourtant, ce sont les Blancs qui ont peur, les Blancs qui disposent pourtant d'une armée qui est parmi les plus modernes du monde et d'une police équipée comme bien des armées ne le sont pas. Et non seulement le gouvernement et les chefs militaires ont peur, mais les petits Blancs aussi. Ils se sont précipités dans les armureries de la région de Johannesburg et de Pretoria. Les ventes d'armes ont doublé en prévision du 16 juin. Les ventes de munitions ont quadruplé. Les rayons des boutiques ont été vidés et les stocks des fournisseurs épuisés. Et les prix ont grimpé encore plus vite que les ventes. Comme quoi on peut être blanc, raciste, et ne pas perdre le sens des affaires. Comme quoi on peut craindre pour le système capitaliste mais y trouver encore son profit.

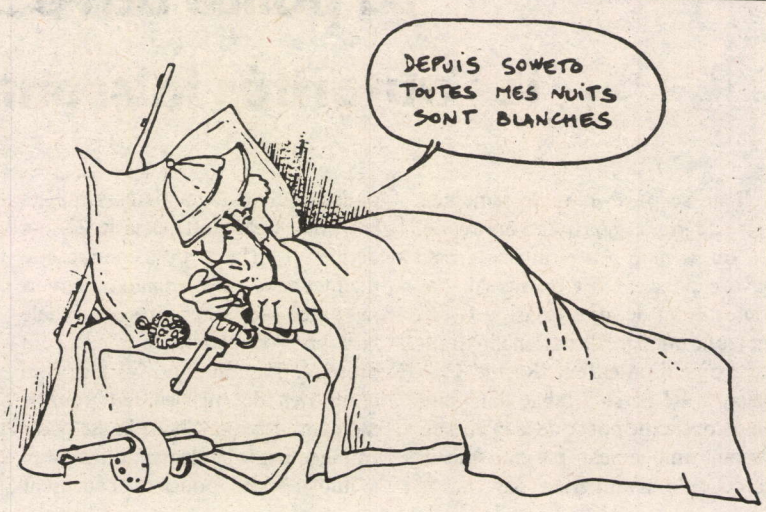
Et les grandes puissances aussi montrent une certaine inquiétude. Une fois de plus, elles multiplient les déclarations embarrassées, hypocrites, dérisoires. Les unes parlent de mettre un terme aux importations de fruits d'Afrique du Sud ; d'autres aux importations de légumes ; d'autres encore parlent de rompre les liaisons aériennes. Mais ni la France impérialiste, ni les USA ou la Grande-Bretagne ne parlent de cesser de s'approvisionner là-bas en minerais haut-de-gamme, en or ou en diamant. Business is business ! Et quand les grandes puissances parlent de boycott, de toute façon, ce n'est pas parce que le régime d'Apartheid leur semblerait trop repoussant... Ça fait si longtemps qu'il l'est, elles s'en seraient rendu compte. Non, ce qu'elles craignent, c'est l'émeute qui gronde et met en péril les profits du monde entier. Alors, s'il faut signer contre l'Apartheid, pour continuer à toucher des royalties... elles sont prêtes à le faire !

Mais pourtant, cet Apartheid, les grandes puissances s'en sont nourries, même si elles ne l'ont pas créé. Cette poudrière, elles l'ont voulue. Elle ne l'ont pas empêchée, en tout cas. Et elles tremblent parce qu'elles vont peut-être récolter la tempête qu'elles ont semée. Parce que si la population noire est humiliée, désarmée, embrigadée, quadrillée par les forces de police, c'est quand même bien d'elle que les petits Blancs, comme les grandes puissances, ont peur.

Ils craignent tous que l'humiliation, la misère finissent par provoquer la révolte qui les submergerait.

Eh oui, les grands de ce monde sont forts et se sentent forts lorsque les masses populaires ne bougent pas, ne se défendent pas. Mais quand elles bougent, ils savent bien, eux, que toutes leurs forces de répression réunies ne pourraient rien contre la révolte des pauvres de ce monde que le développement du capitalisme a rendus, de loin, les plus nombreux.

ÉDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISES DU LUNDI 16 JUIN 1986



La fête de "SOS-racisme"... "SOS-Bizness"?

Le samedi 14 juin, le rassemblement des "potes" a largement rempli la place de la Bastille à Paris : 100 000 personnes, paraît-il, peut-être plus. Et c'est vrai qu'il y avait du monde, des flots de gens qui arrivaient sans cesse, croisant ceux qui repartaient, le long des rues convergentes bordées de marchands de merguez. Sur la place même, dès 20 heures, on pouvait à peine avancer au milieu de la foule. Pourtant, il y avait moins de monde qu'à la première fête de SOS-Racisme l'an dernier à la Concorde.

Seul centre d'attraction, un podium énorme sur lequel se produisaient des artistes qu'on ne pouvait guère voir que sur un écran géant. Leurs chansons en "play-back" résonnaient à travers la place, entrecoupées de commentaires des présentateurs, de spots publicitaires vantant la saveur de la 5ème chaîne ou du fromage blanc "La Roche aux fées". Plusieurs fois, une partie de l'assistance, mécontente, a hué la pub...

Il n'y avait quasiment pas de présence militante visible de SOS-Racisme. Très peu de stands. Seulement, ici ou là, des membres du service d'ordre et quelques vendeurs de badges. De façon plus frappante encore que l'an dernier, l'antiracisme était à peine évoqué. Sur scène, un "show" bien dans les règles, quelques déclarations d'artistes plus gentillettes que subversives. Les lettres géantes inscrites autour du podium étaient celles du mensuel *Actuel,* même pas de SOS-Racisme. Evidemment, pub oblige... Les gens déambulaient donc, ou restaient plantés, mais sans discussion, si ce n'est pour commenter le spectacle ou s'amuser des déguisements arborés par certains. L'ambiance n'était pas très chaude.

Harlem Désir a pris la parole sans que rien de significatif ne touche. Il a lu un message de soutien de Mitterrand, mais c'était aussi le "bizness" de la cohabitation puisque des "personnalités" de tout horizon comme on dit étaient là : Fabius, Lang, quelques députés du RPR, Stoléru de l'UDF ainsi que quelques familiers des ministères. D'ailleurs, comme l'an dernier, la fête avait reçu des subventions du gouvernement (ce qui n'est pas ce que l'ancien ou le nouveau font de pire).

Alors, une fête de l'antiracisme ? Ou une fête du "Show-Bizness" ? Ou les deux, l'antiracisme faisant marcher les affaires, en particulier celles de la famille Riboud, "cinquième chaîne et Cie" ?

Ceux qui avaient fait le déplacement à la Bastille par antiracisme sincère, et ils sont nombreux, sont probablement restés sur leur faim. Evidemment, un spectacle est un spectacle, comme un gala est un gala. Mais SOS-racisme, ce n'est malheureusement pas grand-chose d'autre que du spectacle banal, tous les ans à la même époque. Et il n'y aurait probablement pas grand-chose à en dire, si les dirigeants ou amis de SOS-Racisme n'affichaient la prétention d'être désormais "la seule organisation qui puisse parler au nom des "quinze-vingt ans", comme le titrait *Libération,* le 14 juin, à la Une. Les jeunes ne s'intéresseraient pas à la politique ; ils n'auraient pas d'intelligence, pas d'envie de s'organiser. Juste l'envie de fumer un "joint", abrutis par les organisateurs de spectacle ?

Libre aux dirigeants de SOS-racisme, proches du Parti Socialiste et qui aiment bien le nouveau gouvernement aussi, de jouer l'apolitisme et la spontanéïté des sentiments. *"Nous n'avons ni motions, ni programme, ni plateforme, à peine une petite charte. Ce serait une perte de temps et une manière artificielle de se diviser",* explique Julien Dray, un des principaux dirigeants.

Faire ce qui marche et vite, en utilisant au besoin les ficelles des campagnes à l'américaine, c'est ce que SOS-Racisme réussit en partie. Mais dans ces conditions, le mouvement a la fragilité d'une mode. Et c'est bien insuffisant au moment où le développement du racisme devient un danger réel.

Patricia RIHOIT

Casher ce sein...

Une fois de plus, la Terre Sainte est déchirée. Après les Philistins, les Croisés, les Turcs, les Anglais et les Israëliens, ce sont les intégristes religieux Juifs qui sont en campagne contre une publicité sur des abribus.

Les fans de la Thorah, ceux qui ont cru lire qu'un commandement divin leur imposait de se promener en grand manteau et chapeau noir sous le soleil de Jérusalem, ceux qui refusent d'allumer ou d'éteindre la lumière le samedi parce qu'il ne faut pas travailler ce jour-là, bref les équivalents juifs des Monseigneur Lefèvre ou autres ayatollahs, ont décidé une fois de plus de passer à l'attaque, bigoterie en tête.

Sur les fameux abribus, une publicité pour une marque de "jeans" moule une paire de fesses féminines. Honte et scandale ! Mais les "orthodoxes" Juifs ne cherchent pas à défendre les femmes qui pourraient se sentir offensées. Ils ne sont pas pour l'égalité, bien au contraire. Ils s'insurgent surtout contre des images "lascives". Pourtant, si l'anatomie humaine ne leur plaît pas — ou les excite de trop — ils n'ont qu'à s'en prendre au créateur, principal responsable...

La querelle de la pub au postérieur a pris des formes démesurées : des abribus par qui le scandale arrive ont été démolis, brûlés. Des bagarres ont éclaté, une synagogue a commencé à être incendiée. Les autorités déplorent que soit ainsi menacée l'union nationale !

Folklore ? Farce dérisoire ? Obscurantisme anachronique ? Pas tout à fait, malheureusement. Car les religieux orthodoxes font des apôtres, et ils ne sont pas quantité négligeable. Ils représentent, en Israël, 5 % du corps — on n'ose pas dire des fesses — électoral, mais avec 6 députés sur 120, ils jouent souvent un rôle déterminant. Et cela, parce que de nombreux partis, pas ou peu religieux, n'osent pas affronter la religion, la combattre, et cherchent à composer avec elle et tout son vieux fatras. Bien significatif est le fait que si 54 % des Israëliens se déclarent non pratiquants, le mariage civil n'existe toujours pas en Israël.

Les sionistes, même athées, ont voulu composer avec la religion. Mais ils s'y décomposent encore un peu plus, car si eux font des compromis, les rabbins médiévaux, eux, restent intègres !

Eh oui, c'est comme nos socialistes, ici. Il fut un temps où c'était au moins leur mérite de savoir crier "à bas la calotte". Maintenant, c'est chapeau bas devant la chrétienté !

André VICTOR

CHARCUTERIE ÉLECTORALE

Combien de tranches dans un saucisson lyonnais ?

Lyon débité en quatre ou cinq rondelles pour les prochaines élections législatives, voilà une question qui a échauffé les esprits lors de la dernière réunion du conseil municipal de la ville. Et dans ce conseil municipal où la gauche est réduite à la portion congrue, conseillers UDF et RPR n'y sont pas allés entre eux avec le dos de la cuillère.

Pourtant les chefs de file nationaux des deux partis de la majorité avaient sur ce sujet enterré la hache de guerre : Toubon pour le RPR et Gaudin pour l'UDF s'étaient entendus pour ne faire que quatre bouchées de la capitale du saucisson à cuire.

Mais voilà que le premier adjoint de la ville, André Soulier (P.R.) a relancé la balle en mettant aux voix du conseil un voeu pour un découpage électoral de Lyon en cinq circonscriptions, au lieu des quatre prévues. *"Lyon ne doit pas être la capitale du charcutage électoral",* s'est alors emporté le conseiller RPR Serge Guinchard. *"Il y a des limites à la malhonnêteté"* rajoutait son collègue Michel Noir... Et le "vœu" n'obtenait finalement la majorité des voix que parce que les conseillers RPR refusaient de participer à un vote jugé par eux *"illégal".*

Alors, pourquoi une telle querelle et de telles insultes ?

Le Figaro du 18 juin explique le fond de l'affaire par le ralliement récent au RPR de l'ancien député UDF du Rhône, Emmanuel Hamel. Avec seulement quatre députés pour la ville de Lyon et donc cinq pour le reste du département, Emmanuel Hamel a des chances de retrouver un siège de député. Avec cinq postes à Lyon et seulement quatre pour le reste du département, il serait, paraît-il, hors course.

Overdose, oui, de société de profit

A la suite de la mort due à une overdose de drogue de sa petite fille, Cavanna (un des fondateurs de *Hara-Kiri, Charlie-Hebdo,* auteur de *Les Ruskoffs, Les Ritals)* a écrit une déclaration désespérée : *"Elle n'était pas le "produit d'un foyer désuni"... Elle a rencontré la drogue comme on la rencontre à seize ans : les copains, les frimeurs, les petits cons, les gros malins qui profitent de la connerie des petits cons... Il faut faire quelque chose. Je ne sais pas. Je ne sais que ceci : tant que la drogue existera, tant que des paysans turcs, ou birmans, ou thaïlandais, ou colombiens cultiveront le pavot et la coca comme d'autres cultivent la pomme de terre, tant que le trafic de la drogue rapportera des profits tellement fantastiques qu'aucune conscience ne peut y résister, l'horreur continuera, s'amplifiera..."* Et Cavanna a lu cette déclaration à la télévision, pour terminer en pleurant.

Cavanna a raison, tant que le trafic de drogue rapportera des profits tellement fantastiques, cela continuera. Nous sommes dans la société du profit. Du profit et de la misère, la deuxième conditionnant le premier. C'est parce qu'ils sont dans la misère que des paysans cultivent de la drogue. C'est pour le profit que des Etats laissent faire, que des trafiquants, des mafias, des gros bonnets, s'enrichissent grâce à la consommation de drogués qui sont parfois des "petits cons", le plus souvent de "pauvres types".

La police bave... les autorités laissent faire

Il ne se passe plus de semaines, voire de jours, sans qu'on apprenne, ici, ou là, une petite ou une grosse bavure policière. Et on ne sait pas tout, ni tout de suite. Ainsi, à Lyon, un jeune immigré de nationalité française père d'un enfant, Rachid Cheballa, a été passé à tabac dans plusieurs postes de police de la ville, sans raison, uniquement par racisme et parce qu'il n'admettait pas que le policier qui lui demandait ses papiers le tutoie. Cela s'est passé le 22 mai dernier. L'affaire n'est connue que maintenant sur le plan national, mais pas parce que les autorités ont signalé la bavure ou parce que la justice a protesté. Pas du tout, les autorités n'ont rien dit, ni rien fait pour le moment. Rachid Cheballa est passé en jugement le lendemain du passage à tabac. Les policiers l'accusent d'avoir été *"excité"*, en *"état d'ivresse"* et de les avoir *"agressés"*. C'est donc la victime qui risque d'être condamnée le 15 juillet, lorsque sera rendu le jugement. Comme un comité antiraciste s'est mobilisé à ce propos et qu'il appelle à une manifestation le 15 juillet devant le Palais de Justice, l'affaire éclate donc au grand jour.

RENAULT

La direction accentue ses pressions: vers des licenciements baptisés "congés-conversion"

Depuis quelques jours, la presse met de nouveau l'accent sur les licenciements chez Renault.

A l'occasion d'un Comité central d'entreprise, la direction a livré de nouveaux chiffres : 6 600 emplois excédentaires sur l'ensemble de la Régie. Et compte tenu des départs prévus — FNE, ONI, Allocations de reconversion, etc. — il y aurait 3600 travailleurs sur la sellette, qui pourraient bien faire partie des CFR (Congés formation reconversion) décidés par la direction.

En réalité, cela fait belle lurette que la direction licencie des soi-disant volontaires au retour au pays ou volontaires à la pré-retraite à 55 ans. En quelques années, les effectifs sont passés de plus de 105 000 à 82 500 travailleurs, au milieu de l'année 1986, avec un objectif de 76 000 travailleurs pour la fin 1986. A chaque fois que la direction donne des chiffres, ceux-ci sont en progression dans le sens d'une réduction des effectifs : la Régie n'arrête pas de supprimer des emplois.

Jusqu'à quelques semaines encore, ces suppressions d'emplois s'étaient faites en douceur, si l'on peut dire. La direction ne licenciait que des volontaires, ou prétendus tels, que ce soit sous le règne de Hanon ou sous celui de Besse présenté comme le grand méchant loup.

Mais les choses sont en train de changer. Le volontariat est en train de se transformer d'incitation plus ou moins insistante de la part de la direction en pression forte et non dissimulée.

Dans les bureaux du Siège social, comme dans certains ateliers en voie de disparition du CIB (Centre industriel de Billancourt), puisque ce sont deux des établissements menacés, les responsables de la "mise en place" (curieux titre !) convoquent des employés, des ouvriers, des travailleurs souvent âgés et n'ayant pas d'affectation à un poste défini, des travailleurs handicapés aussi à la suite d'accident du travail ou de maladie, ou tout simplement usés par 15, 20 ou 30 années d'usine. Ces travailleurs sont purement et simplement menacés d'être mis sur les listes de CFR s'ils n'acceptent pas les différentes formules en vigueur actuellement : aide au retour, ou allocation de reconversion, ou FNE. En gros, les cadres responsables de la "mise en place" exigent de ceux qu'ils convoquent qu'ils s'auto-licencient.

Depuis que les FNE et les "aides au retour" existent, les FNE ont généralement fait le plein, surtout dans le milieu ouvrier, mais l'aide au retour n'a entraîné qu'un peu plus d'un millier de départs, tandis que les "allocations-reconversion" (de 5 000 F) ont été au nombre de 800 environ depuis la mise en place de la formule.

En s'en prenant pour le moment aux plus vulnérables, la direction de la Régie fait un odieux chantage à plusieurs centaines de travailleurs. Elle leur dit en substance : *"Prenez les avantages que l'on vous propose actuellement et partez si demain vous ne voulez pas être licenciés sans rien"*.

La direction espère ainsi faire partir le maximum de travailleurs et pouvoir continuer à dire qu'il n'y a pas de licenciements chez Renault. Quelques dizaines de travailleurs ont cédé au chantage et pris leur compte, mais dans leur majorité, les travailleurs concernés n'ont pas envie de partir.

Il n'en reste pas moins que cette politique de la direction, et l'annonce officielle de Congés formation-reconversion d'ici la fin juin pour les établissements de Billancourt, du Siège social et de Cléon créent une ambiance quelque peu craintive ou angoissée, selon les cas, dans les ateliers ou dans les bureaux.

Du côté des syndicats, on ne peut pas dire que la mobilisation soit à la hauteur de la situation. On se souvient qu'en octobre 1985, la CGT organisait l'occupation de l'usine, pratiquement seule, et cela faisait suite à une série d'initiatives dures ou spectaculaires, telles l'opération "Champs-Elysées" ou le blocage de trains, tout cela alors que du côté de la direction, il n'y avait alors que des menaces sur l'emploi.

Là, curieusement, alors que la direction passe à l'offensive et, concrètement, de façon parfois odieuse, les syndicats laissent faire, à peu de choses près. La semaine dernière, CFDT, FO, CFTC et CGC ont fait "front commun" pour appeler à aller protester auprès de la direction contre les licenciements (en délégation, pas de débrayage). La CGT, elle, publie des tracts qui parlent d'action, mais elle n'appelle à rien sur le terrain. Rien, y compris le 17 juin où aucun débrayage n'a été proposé alors que les tracts ne parlaient que de cela.

Et pourtant, les travailleurs ont bien des raisons de se mettre en colère, de prendre le mors aux dents. Bien sûr, à cause des attaques de la direction sur l'emploi, mais aussi à cause des salaires, car c'est la troisième année consécutive que les augmentations de salaires sont en-dessous de la hausse de l'indice officiel. Depuis le début 1986, il y a eu en tout et pour tout 0,5 % d'augmentation et rien d'autre n'est prévu.

Et puis finalement, les affaires de la Régie ne vont pas si mal que cela. Ses voitures se vendent bien, notamment la R 25 (car il y a des riches pour les acheter, si ceux qui les produisent sont menacés de la soupe populaire), la R 21 et aussi l'"Express" fabriquée à Billancourt.

Alors, finalement, côté travailleurs, pourquoi ne pas avoir le moral ? Ce serait peut-être le moment d'y aller, et de saisir l'occasion de passer à l'attaque afin de préserver l'emploi et de contraindre la direction à changer de politique.

Correspondant LO

COMITÉ CENTRAL DU PCF

Circulez, y'a rien à voir

Les médias, la presse, la radio, la télé piaffaient d'impatience avant le Comité central du PCF des 16 et 17 juin consacré aux intellectuels. On annonçait une corrida avec mise à mort. Juquin allait être lardé de banderilles, puis exclu. Marchais était déjà présenté comme un bourreau. Les journalistes s'en pourléchaient les babines.

Et il ne s'est rien passé. Juquin est reparti intact avec la queue, les deux oreilles et sa carte du PCF. Le combat ne fut qu'une toute petite passe.

Juquin est intervenu, non pas sur les intellectuels, à propos de questions de règlements pour défendre la fédération "rénovatrice" de Meurthe-et-Moselle et pour réaffirmer son attachement au PCF. Il ne veut, dit-il, ni de tendance, ni de fraction au sein du parti, mais il veut un congrès où l'on pourra discuter de tout librement car le 25ème congrès n'a pas, selon lui, résolu tous les problèmes posés. Rien de bien neuf ni de bien méchant. Rien non plus qui puisse apporter quelque chose aux militants qui s'inquiètent de l'avenir du PCF et de la classe ouvrière.

Marchais a qualifié l'intervention de Juquin de "provocation". On sait au PCF qu'une provocation c'est destiné "à ne pas tomber dedans". Marchais a d'ailleurs déclaré : *"On a annoncé que le Comité Central prendrait des sanctions à l'égard de Pierre Juquin. On voit bien le piège, mais nous ne tomberons pas dedans"*. Logique. D'autant que Juquin n'est-il pas la preuve de la démocratie au sein du PCF ? Il ne réclame qu'une chose, qu'on discute. Or il ne se fait pas exclure. N'est-ce pas la meilleure preuve qu'on a le droit de discuter ?

Quant aux opposants avoués, les 3.000 signataires qui réclament un congrès extraordinaire, ils ne représentent que 0,5 % des effectifs du parti dit Marchais et on ne s'embarrasse pas pour 0,5 %. Il y aura un congrès plus tard, quand il faudra...

Reste que le débat sur les raisons de la dégringolade du PCF n'a pas eu lieu, ni à ce Comité Central ni à d'autres, ni au sujet des intellectuels, ni à propos d'autre chose, ni du côté de Juquin, ni du côté de Marchais. Il ne peut avoir lieu. Les dirigeants ne peuvent ni condamner, ni remettre en cause leur propre politique.

Alors comme il faut bien meubler, les intellectuels ou non du Comité Central ont dû se résoudre à entendre le long rapport sur *"les intellectuels, la culture et le changement de Société"* de Guy Hermier (plusieurs pages d'extraits dans *l'Huma* pour ceux qui aiment). Espérons que cela ne provoquera pas une nouvelle baisse des effectifs...

A.V.

LES TRAVAILLEURS BELGES NE SONT PAS VAINCUS MAIS ENCORE UNE FOIS TRAHIS

En juin, la vague de grèves en Belgique a rapidement reflué et s'est aujourd'hui pratiquement estompée. La semaine qui a suivi la grande manifestation de Bruxelles, le 31 mai, a été décisive et les syndicats, qui se sont appliqués à freiner le mouvement à ce moment-là, ont finalement réussi à en avoir raison.

Régionalement et localement il y a encore eu des mouvements, couverts par les fédérations syndicales, la semaine suivante, principalement dans le secteur public et en Wallonie, mais il n'y a eu aucun mot d'ordre général. La FGTB, le syndicat socialiste, a annoncé ensuite un plan d'action pour le mois de juin avec des ''mouvements tournants'' par région. Le premier dans la région de Liège le 12 juin. Dans le Limbourg et à Anvers (en Flandre) le 13 juin. Dans toutes les autres provinces pour le 20 juin.

Mais ces mouvements ''pour le communiqué'' ne devaient pas se traduire automatiquement par des appels précis à la grève. Par exemple le 12 juin à Liège, où le climat était pourtant chaud la semaine précédente (un dirigeant FGTB s'y était fait huer par la base de son syndicat qui voulait passer à l'action), il n'y eut aucune grève, mais seulement une manifestation en ville l'après-midi.

Les 12 et 13 juin, la FGTB appelait également à faire grève dans les postes. Mais les autres syndicats ne se sont pas sentis obligés de suivre. Le mouvement n'a pas eu l'ampleur des précédents et témoigne lui aussi de l'essoufflement des travailleurs dans ce secteur également.

Les mots d'ordre de la FGTB n'étaient en fait destinés qu'à accompagner la négociation entamée avec le gouvernement et, autant que cela restait encore possible, à maintenir l'illusion auprès de ses syndiqués que les dirigeants syndicaux n'avaient pas tout abandonné.

Le milieu des enseignants, lui, est resté relativement plus mobilisé. Le dimanche 8 juin, les syndicats chrétiens avaient appelé à une manifestation à Bruxelles, qui a rassemblé 25.000 à 30.000 participants, dont des syndicats FGTB, bien que les initiateurs du mouvement aient ouvertement déclaré qu'ils n'y étaient pas conviés.

Il est vrai que les discussions portant sur les restrictions de crédits à l'enseignement étaient engagées, et que c'est surtout dans ce domaine que le Parti Social-Chrétien, membre de la coalition gouvernementale, au bout de trois semaines d'agitation sociale, s'était essentiellement démarqué du plan d'austérité de Val-Duchesse.

Le gouvernement maintient l'essentiel de son plan et se maintient.

Mais, maintenant que la grève est terminée et que la période des vacances est toute proche, le gouvernement ne se sent pas tenu à de réelles concessions. Il proclame qu'il maintiendra les 195 milliards d'économies budgétaires prévus, intégralement, bien qu'il accepte quelques aménagements sur le calendrier d'application des mesures de restrictions, notamment pour l'enseignement, pour lequel il promet qu'il n'y aura pas de changement pour la prochaine rentrée. Par ailleurs les banques envisagent d'accorder des facilités sur les créances de l'Etat, permettant à celui-ci d'étaler plus facilement sa dette, ce qui offrirait quelques possibilités d'aménagements supplémentaires sur des points de détail du plan d'austérité.

La coalition gouvernementale tient bon la barre. Le Parti Socialiste, face aux grévistes qui voulaient faire tomber le gouvernement, expliquait que la pression qu'il exerçait sur les syndicats chrétiens et donc sur le Parti Social-Chrétien, pourrait entraîner des changements gouvernementaux. Mais il n'était surtout pas question pour ces dirigeants socialistes de s'appuyer sur une grève générale pour revenir au gouvernement, même si leur objectif essentiel reste de participer au plus haut niveau à la gestion des affaires de la bourgeoisie. Non seulement il n'était pas question de s'appuyer sur un tel mouvement, mais il n'était pas question non plus de lui laisser acquérir sa pleine puissance et sa pleine efficacité, encore moins d'y aider.

C'est ainsi que syndicats et partis ouvriers institutionnels ont tout fait pour que le flot se perde dans les sables et pour que le potentiel de forces qu'il recelait soit gâché. Ils ont freiné le mouvement au lendemain de la manifestation du 31 mai, aux dires même de leurs dirigeants, invoquant hypocritement les risques que ferait courir aux travailleurs les plus mobilisés un mot d'ordre de grève générale, si la Flandre ne suivait pas. Comme si, même en admettant que seuls les ouvriers wallons aient commencé la grève générale, ce n'était pas à eux d'essayer d'entraîner les travailleurs flamands, de juger s'il valait la peine ou pas de courir le risque, soit de se retrouver minoritaires, soit de gagner la majorité.

Face à des directions faillies.

Quand les cheminots de Charleroi, le 12 mai, ont démarré seuls le mouvement, sans mot d'ordre syndical, ils prenaient certes le risque de ne pas être suivis, ni par les autres cheminots, ni par les services publics dans leur ensemble ou le secteur privé, pas même en Wallonie, ni à plus forte raison dans l'ensemble du pays. Mais ce sont eux qui ont choisi et ils ont laissé aux appareils syndicaux la seule alternative de les suivre ou de les désavouer.

Cela ne s'est pas reproduit, à une échelle plus large, le 31 mai.

Le mouvement n'était sans doute pas assez profond, n'avait pas suffisamment de force en lui-même, après quatre semaines de mouvements décidés localement, sans véritable contrôle des directions syndicales, pour que les grévistes qui avaient été les plus combatifs entraînent le reste des travailleurs et que, presque spontanément, la grève devienne vraiment générale.

La combativité des travailleurs avait probablement ses limites. Mais une organisation ou des militants tout dévoués aux intérêts de la classe ouvrière, une organisation ou des militants qui, à la différence des appareils réformistes, auraient eu à cœur de faire remporter au mouvement une victoire à la mesure de ses potentialités, auraient pu encourager les grévistes des secteurs les plus déterminés, les cheminots de Charleroi par exemple, ou d'autres, à se servir de leur propre force pour en entraîner d'autres. Et cela, au mépris des réticences, des hésitations ou des barrages des appareils syndicaux.

Et le mouvement alors se serait peut-être développé, avec des perspectives concernant tous les travailleurs, des perspectives portées par les plus déterminés qui en seraient devenus les dirigeants, à la place des directions syndicales défaillantes ou, pour tout dire, faillies.

Car évidemment, attendre une telle politique de la part de dirigeants syndicaux, c'était demander du lait à un bouc.

Contrairement à ce qui s'était passé au début de la vague de grèves, où la base avait précédé les décisions des appareils, les dirigeants syndicaux ne semblent pas s'être trouvés, après le 31 mai, dans la situation d'avoir à essayer de rattraper les grévistes, ou d'avoir à les désavouer ou à les combattre vraiment. Encore une fois, le mouvement n'a probablement pas eu suffisamment de force en lui-même, et une autre direction n'y a pas suppléé. Et les dirigeants de la FGTB en particulier, presque impunément, ont pu se permettre de justifier hypocritement leur refus d'appeler à la grève générale en prétendant que c'était pour ne pas envoyer les seuls ouvriers wallons et les seuls syndiqués FGTB au ''casse-pipe''.

Mais toute la politique, présente et passée, toutes les préoccupations de ces syndicalistes socialistes montrent qu'ils se placent dans le cadre de la gestion des intérêts de la bourgeoisie, que c'est vis-à-vis d'elle qu'ils se veulent responsables, que c'est envers son système de duperie parlementaire qu'ils se sentent légalistes et loyaux. Eux et leurs amis socialistes ne voudraient probablement pas être à la tête d'une grève générale qui irait jusqu'à faire tomber un gouvernement, même de droite. Non, les gouvernements de la bourgeoisie, ça se remplace à la faveur de farces électorales, ou dans les formes prévues à cet effet, mais pas sous la pression de la rue !

Alors, cette vague de grèves de 1986 ressemble à une nouvelle occasion manquée, après celle, pas si lointaine, de 1983. Une occasion manquée qui peut coûter cher aux travailleurs belges, même si, grâce à des concessions minimes dues à leur lutte, le plan d'austérité ne sera pas intégralement appliqué et que la bourgeoisie sait qu'elle peut avoir chaud aux oreilles. Car les travailleurs belges s'ils n'en sortent pas vraiment démoralisés, en ressortiront plus divisés, si les appareils syndicaux réussissent à attiser les préjugés entre francophones et néerlandophones.

La victoire — le retrait des mesures de Val-Duchesse et la chute de ce gouvernement décrié — aurait pu être à la portée de la classe ouvrière belge. Mais il lui a manqué d'avoir une direction à elle, une direction qui la représente vraiment. Ça n'aurait pas été une condition suffisante au succès, mais c'était une condition nécessaire.

Les travailleurs belges paient d'avoir réclamé aux directions syndicales qu'elles appellent à la grève générale; ils paient d'avoir attendu d'elles ce qu'ils ne pouvaient pourtant obtenir que d'eux-mêmes.

Louis GUILBERT

● Chez les cheminots de Charleroi

Dans la gare de Charleroi, discussion avec cinq cheminots, dont le délégué FGTB du coin appelé par ses camarades. Ils étaient au courant que la direction de la FGTB appelait à des grèves tournantes par région, mais ignoraient quel serait le programme pour eux-mêmes.

"Une journée, pfft... Moi j'ai déjà fait 17 jours de grève.

— Moi 12 jours...

— 24 heures, c'est ridicule... On essaie de nous faire tourner en bourrique.

— La CSC — le syndicat chrétien — ne démarre pas. Le gouvernement, la CSC est dedans. Ils n'étaient pas beaucoup dans le mouvement au début... Au bout de trois semaines, cela commençait à porter ses fruits. C'était bon quand tout le monde rouspétait...

— Le gouvernement, il ne va sûrement pas revenir en arrière. Il fera quelques concessions pour les enseignants. Ce sont eux qui se sont le plus remués, la solidarité est générale chez eux...

— Dans le privé, à Charleroi, une partie des usines a fait grève, une journée...

— Il faudrait que le gouvernement tombe à l'eau.

— Mais qui mettre à la place? le Parti Socialiste?

— Plus mal qu'aujourd'hui, c'est difficile à avoir. La coalition avec les chrétiens, c'est ça le problème... Je ne comprends pas qu'une majorité vote encore comme ça, ou il y a une fausserie quelque part..."

La "fausserie", c'est surtout qu'aujourd'hui c'est à nouveau sur les préjugés électoralistes que se rabattent les travailleurs qui ne croient plus qu'avec la grève ils puissent obtenir satisfaction.

● Au centre de tri de la gare de Charleroi

Un délégué FGTB du centre de tri de la gare de Charleroi nous raconte :

"On a fait grève 6 jours en mai : le 6, les 16, 22, 23, 29 et le 31 mai. C'est les cheminots qui nous ont conduits à nous y mettre. Quand ils font grève ici, les grilles sont fermées... On ne pouvait plus rentrer dans le bureau tellement il y avait de stock de courrier... Maintenant ça commence à revenir à la normale..."

"On était tous pour la grève le 31, ça a été un succès... A propos des grèves tournantes, tout va se jouer demain et après-demain (12 et 13 juin). On attend les consignes de la fédération. On doit rester couverts, sinon on n'est pas indemnisés... Au début, pour le lancement du mouvement, ça a été très vite. Dès qu'on a connu les mesures, on est parti tout de suite, la fédération a suivi tout de suite..."

"Le gouvernement a déjà fait marche arrière. Pour le faire céder, il faut une grève générale et que tout le monde se mette "en front commun".

"Le 31, la grève générale, ça aurait été possible. Tout le monde aurait suivi. Quand tout le monde est en grève, une fois qu'on s'arrête, on est dedans. Mais quand on arrête deux jours, qu'on reprend, c'est plus dur de s'arrêter de nouveau..."

● Chez les cheminots de La Louvière

Discussion sur le quai de la gare avec des cheminots à La Louvière, une des villes du Hainaut où le mouvement était en pointe, comme à Charleroi.

"On a fait 12 jours en tout. C'était, comme toujours, la base qui est partie. Les syndicats prennent toujours le train en marche. C'était pareil en 1983.

Ici, la gare a été fermée quelques jours. L'usine Boël était en grève (environ 2000 ouvriers)... Privé et public se sont tenu les coudes...

Les grèves tournantes? On n'en discute pas. Maintenant on reprend notre souffle. Deprez (leader du Parti Social Chrétien) est revenu sur sa parole. Il a peur de perdre des voix. Le gouvernement maintenant est sur un pied. Comment ça va se terminer? Le gouvernement va rester sur ses positions. Ça va passer ou il va tomber, difficile à dire. Si les socialistes viennent au gouvernement, je ne sais pas si ça va changer quelque chose... L'opposition, quand on y est, on a le beau rôle", dit un délégué de base FGTB.

● Au piquet de grève du Centre de tri postal de Bruxelles

Les jeudi et vendredi 12 et 13 juin, la FGTB avait lancé un nouveau mot d'ordre de grève dans les postes. Elle ne fut pratiquement pas suivie par les autres syndicats. Ce qui n'empêcha pas la grève d'être effective dans un certain nombre de centres, mais avec une proportion moindre que les mouvements précédents, ce qui témoigne là aussi de l'essoufflement du mouvement.

A Bruxelles X, là où il y avait eu un certain moment 20 millions d'envois en souffrance et où le gouvernement avait affecté momentanément des appelés du contingent au tri du courrier, il y avait le jeudi 12 juin le piquet de grève devant les portes. Un petit groupe se forme, un délégué raconte :

"Nous avons fait 9 jours de grève au total. Aujourd'hui nous sommes seuls. Nous sommes tous de la FGTB ici, tous socialistes... Les autres syndicats étaient avec nous les 2 et 6 juin... Aujourd'hui, sur Bruxelles X, nous sommes à 40 ou 50% en grève.

La grève générale? Nous, on ne demandait pas mieux... Chez nous, c'est la solidarité qui manque, les syndicats qui soient d'accord... Depuis 25 ans que je suis dans la partie, les syndicats chrétiens nous claquent dans la main. Ça a été pareil en 1981 et en 1983... Et puis il y a toujours les clivages entre Wallons et Flamands... Nous, les Wallons, on est des "gréviculteurs"... Evidemment, il aurait fallu la grève générale. Mais s'il n'y a pas le pays entier, c'est rien. Il ne faudrait pas que la Wallonie se retrouve seule..."

Ce syndiqué de la FGTB qui s'exprimait, recueillant des approbations de la demi-douzaine de travailleurs qui l'entouraient, reportait ainsi son amertume, non pas sur la direction de son syndicat, mais sur celle des autres. Et lui aussi exprimait son ressentiment contre les Flamands (bien qu'il y ait eu également des grèves en Flandres), préférant se réfugier derrière les dissensions intercommunautaires que la tactique syndicale n'en finit pas d'entretenir et de renforcer.

Manifestation à Bruxelles, le 31 mai.

UNE GRÈVE VUE PAR UN RESPONSABLE SYNDICAL DE LA FGTB

Nous avons interrogé Jacques Fostier, secrétaire de la FGTB sur Mons, dans le Borinage, qui est également membre de la direction nationale de son syndicat. Cela se passait près de deux semaines après la manifestation de Bruxelles du 31 mai qui, aux dires de ses organisateurs de la FGTB, avait été un très gros succès et avait rassemblé 200.000 personnes.

La façon dont ce dirigeant syndical expose la situation a au moins le mérite de la clarté. La tactique et les motivations des sommets de l'appareil syndical y apparaissent pour ce qu'ils sont.

"Où en sommes-nous, aujourd'hui, du mouvement? Cela s'essouffle un peu. Alors on envisage des grèves tournantes... Il s'agit de maintenir l'agitation sociale. Il y a un programme d'actions pour jeudi 12 juin, vendredi 13 et vendredi 20. Il n'y a pas de mot d'ordre de grève de 24 heures : le décident ceux qui le peuvent. A Mons, cela se décidera lundi, par secteurs d'entreprises (c'est-à-dire par branche). La lutte dure depuis le 6 mai ou même avant. On cherche un deuxième souffle...

Le problème en Belgique est un problème communautaire. Il y a des clivages entre service public et secteur privé, entre Flamands et Wallons, entre Sud et Nord. Ce n'est pas uniquement un problème de langue, ce sont deux cultures politiques et syndicales différentes...

Une certaine amertume s'est manifestée parce qu'on n'a pas pu déployer les actions qu'on aurait souhaitées sur le plan national. La mobilisation du secteur public visait à être suivie par le secteur privé, mais l'a été plus ou moins bien pour plusieurs raisons. Le privé est moins touché par les mesures gouvernementales. Et puis nous sommes dans une région économiquement pauvre, où les entreprises sont au bord de la faillite. Les travailleurs eux-mêmes hésitent à faire grève pour un objectif politique, qui mettrait au bord de la faillite leur entreprise; il y a des patrons qui ont fait le chantage.

Le secteur public est plus important dans le Borinage que le privé, devenu très faible avec la crise depuis 20 ans. Les laminoirs de Jemmapes, 1200 ouvriers, ont fermé il y a deux ans. C'était le pôle de la conscience ouvrière, ici : c'est de là que tout démarrait. Maintenant, il n'y a plus que des entreprises de moins de 500 ouvriers dans le Borinage...

Pour les grèves tournantes programmées, il y a le problème des vacances. Le 20 juin c'est l'extrême limite : les vacances en Belgique, c'est surtout en juillet. Et jusqu'au 15 août, il n'est pas possible de mener des actions... On continue des actions moins dures. Il faut ménager nos troupes, ne pas les envoyer au suicide...

La F.G.T.B., le Parti socialiste et leurs objectifs.

La FGTB ne cache pas son lien avec le Parti Socialiste. Mais elle ne lui est pas subordonnée. Il y a entre la FGTB et le Parti Socialiste un accord en bonne et due forme sur un contrat de gouvernement. Le Parti Socialiste a une alternative pas très élaborée. Il y a en Belgique le problème de la dette publique et, même à participation socialiste, le gouvernement devra demander des sacrifices. Pour les travailleurs aussi, mais pas de la même façon qu'actuellement.

Les travailleurs jugent qu'ils ont assez donné.

Des solutions à la dette publique? Il faut faire autre chose : 5 ans d'austérité, cela suffit. Le gouvernement s'attaque peu au privé. La grosse différence avec la politique que nous voulons, est que la logique libérale s'attaque au public. Le système d'aide financière de l'Etat aux entreprises est remplacé par des dégrèvements fiscaux, dont tous profitent de la même manière. Nous, on est pour prélever sur les super-bénéfices pour redistribuer à certaines entreprises qu'il faut soutenir pour maintenir l'activité économique...

Ceux qui ont laissé entendre que le gouvernement allait partir le 6 ou le 15 mai sont des naïfs. Aujourd'hui, le gouvernement a des difficultés sérieuses. Le rapport de forces est meilleur. Les luttes ont porté leurs fruits. Le gouvernement a une chance sur deux de tomber...

La F.G.T.B. contre la grève générale.

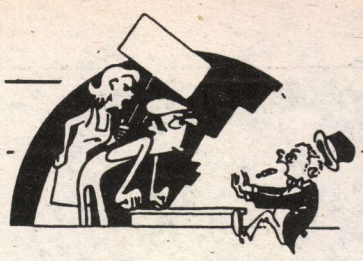
Lancer la grève générale?

Les travailleurs étaient capables de soutenir une grève générale, mais la FGTB aurait été seule, et cela se serait fait uniquement en Wallonie. Or même 15 jours, même trois semaines, dans ces conditions, ce n'était pas suffisant; on n'aurait pas entraîné la Flandre...

En Wallonie la grève générale était possible. Nous avons dû freiner les ouvriers, je l'avoue. Le 31 mai, si nous avions dit "grève générale", cela aurait été réussi, mais la grève aurait été limitée à la FGTB et à la Wallonie. C'est un risque que nous n'avons pas voulu prendre...

Maintenant, les grèves de 24 heures deviennent difficiles... Une majorité refuse les 24 heures. La grève aurait été générale le 31, comme lorsque la majorité des militants la veulent... Maintenant, sur 24 heures, des majorités refusent le mot d'ordre. Les uns parce qu'ils ne se sentent pas capables de faire même 24 heures; les autres parce qu'ils jugent que c'est trop peu... Le 31 mai, ceux qui voulaient le plus l'auraient emporté; depuis, ce sont eux qui veulent le moins... C'est le dilemme des mouvements syndicaux...

Dans le privé, la poussée est arrivée très tard. Pas de mobilisation de la base au départ. Il n'y a pas eu là de poussée spontanée, mais les appareils ont suscité le mouvement. On a réussi... Après, on a dû calmer le privé, après le 31 mai, pour ne pas prendre le risque d'entraîner les travailleurs wallons FGTB dans un combat perdu... Mais c'est vrai que le 31 mai, avec le succès de la manifestation, c'était la convergence, et un moment idéal qui a duré un jour ou deux. Le privé était là, le public était toujours là, mais pas en Flandre, uniquement en Wallonie..."



LA JOURNÉE DU 17 JUIN DANS LES PTT

Une plus grande participation, l'expression d'un ras-le-bol

La participation des postiers à la journée d'action du 17 juin, à laquelle les syndicats CGT et CFDT conviaient les travailleurs du secteur public, a été plus importante que lors de journées précédentes, et témoigne dans ce secteur de la montée des mécontentements. Par exemple, sur l'ensemble des "Télécoms" en France, le ministre annonce 42 % de grévistes, ce qui fait compte tenu des congés et autres motifs d'absence, 50 % réel, alors qu'habituellement le chiffre est de l'ordre de 15 % à 30 %, nous signalent nos correspondants du centre PTT-Archives (Central téléphonique de Paris), et c'est équivalent à la participation pendant la grève des PTT d'octobre-novembre 1974. Dans la manifestation de la Fonction publique à Paris qui, selon les organisateurs, a rassemblé de l'ordre de 15 000 personnes, il y avait près de 20 % de postiers.

Nous donnons ci-dessous quelques échos de ce que fut dans différents secteurs cette journée du 17 juin dans les PTT vue par les militants de Lutte Ouvrière.

A PTT-ARCHIVES (CENTRAL TÉLÉPHONIQUE)

Dans les services techniques, il y a eu une assez forte participation, surtout des techniciens qui se sentent touchés par les risques de changement de statut dans un avenir proche. (50 % sur 300 personnes environ en service ce jour-là).

Dans les salles d'exploitation, là-aussi, forte participation. Entre 50 % l'après-midi (80 % dans une salle) et 40 % le matin sur 1000 présents prévus. Une cinquantaine de travailleurs participèrent à la manifestation dont une trentaine dans le cortège CGT et une vingtaine dans celui de la CFDT.

Des travailleurs disaient : *"Ça va peut-être calmer Longuet; de toute façon, s'il remet ça on continuera". "T'as vu ça fait longtemps qu'on n'avait pas été autant".*

De façon générale, les gens étaient contents. Les militants aussi. Une militante CGT : *"Tu as vu, ça a marché. 80 % dans notre salle, ce qui est bien c'est qu'on a pu en discuter, même aujourd'hui malgré le foot".* C'est une salle où travaillent essentiellement des femmes, (comme le personnel de jour en général).

Pendant la manifestation, un militant CFDT, *"Ce qui est bien, c'est que les gens en aient discuté, alors qu'avant on n'avait aucun répondant. Ça, ça change et c'est bon pour l'avenir."*

AU CENTRE DE TRI-MONTPARNASSE :

Au transbordement la grève du 17 n'a guère été plus suivie que les précédentes et ce sont les mêmes secteurs qui ont débrayé.

AU CENTRE DE TRI-PLM :

Sur près de 900 personnes, 46 % ont fait grève 24 heures et 3 % une heure. C'est un résultat honorable. 50 personnes sont allées à la manifestation. Il y a longtemps que l'on n'avait vu cela. La grève a été surtout suivie dans les salles (60 %). Au transbordement (600 personnes) à peine 40 % de grévistes, il y a là moins de militants.

Ceux qui ont fait grève étaient contents.

AU CENTRE DE TRI-PARIS-AUSTERLITZ

60 % à 70 % ont fait la grève, c'est plus que les journées d'action de ces deux dernières années. Dans un service de 80 personnes où d'habitude il y a de 10 % à 15 % de grévistes, il y en avait 75 %. Et même les plus de 40 ans, qui généralement ne font pas grève dans ce secteur, y étaient cette fois.

Dans les motivations, il y avait un peu de tout : réductions d'effectifs, blocage des salaires, crainte de la privatisation, hostilité au gouvernement de droite. C'est le ras-le-bol, et les gars étaient décidés à sortir. Leur seul problème : peut-on débrayer une nuit entière (sur deux jours), ou seulement une demi-nuit ? (Pour des raisons pratiques, — transports, etc. — certains gars préfèrent débrayer une nuit entière; pour les provinciaux, cela leur revient moins cher que de prendre le train pour une demi-nuit.)

AU CENTRE DE TRI AUTOMATIQUE-ISSY-LES-MOULINEAUX

Il y a eu 50 % de grévistes, nettement plus que les précédentes journées de grève (20 % à 30 %). Les travailleurs étaient contents que la grève soit commune CGT et CFDT. Ils ne mettaient pas en avant de revendications précises et la privatisation n'était pas le motif spécialement invoqué. Mais il y a un ras-le-bol par rapport aux salaires, à l'omniprésence des flics dans la rue etc. Il n'y avait aucune illusion sur la portée immédiate de la grève, mais l'envie de montrer qu'on n'est pas contents. 20 personnes sont allées rejoindre la manifestation.

AU BUREAU DISTRIBUTEUR DE PARIS 17

La grève du 17 a été beaucoup plus suivie que d'habitude : 50 % au lieu de 15 % à 20 %. Au piquet et à la manif' il y avait également plus de monde que d'habitude (environ 25 postiers). Et, fait nouveau, des gars ont voulu après le piquet refaire un tour dans leur service, ce qui a amené quelques accrochages, en particulier avec un gars qui faisait le travail de trois ; et ils ont voulu aussi faire un piquet l'après-midi (ce qui ne s'était jamais fait). Les grévistes étaient contents de voir le nombre qu'ils étaient.

Le lendemain 18 juin, les chefs du CTA (Centre de tri automatique) étaient particulièrement provoquants : contrôle des pauses à la minute près, refus d'envoyer des renforts sur une position de travail enfoncée. Les gars ont décidé de se retrouver après la pause et de débrayer pour aller voir le chef de Centre. Dès le début de l'assemblée générale, un chef est venu aboyer pour ordonner aux gars de reprendre le boulot. Les gars ont refusé. Un militant CGT a proposé et fait voter une délégation chez le patron. Tout le monde a voté pour, sauf un autre militant qui a expliqué qu'il valait mieux faire venir le chef de Centre ici où tout le monde était réuni. Tout le monde a voté pour sa proposition.

Le chef de Centre a débarqué aussitôt, sur le même ton que le chef d'avant, insultant le responsable CGT. *"Vous saisissez toutes les occasions pour ne rien foutre", "Vous intimidez vos collègues", "Vous allez plonger".* Il a été pris à partie par pas mal de gars : *"C'est vous qui cherchez à nous impressionner", "Pourquoi les chefs font tourner les machines tout seuls ?",* etc. Un chef qui est à la CGT s'est fait prendre à partie pour avoir demandé aux gars la confirmation qu'ils étaient en grève. Finalement le chef de Centre a accordé un 3ème gars sur la position de travail enfoncée (ce que voulaient les gars principalement, mais tous les jours), mais ne s'engageait pas à ce que cela rentre dans les effectifs réglementaires.

Par ailleurs, 9 gars de la distribution ont reçu une lettre de la direction leur annonçant qu'ils avaient un avertissement pour avoir débrayé trois fois sans préavis. Cela restera à leur dossier et ils peuvent y perdre des primes et avoir des complications en cas de demande de mutation de leur part. Le responsable CGT qui avait pris la parole le matin à l'assemblée générale au CTA a aussitôt eu une demande d'explication.

SNCF
REGION PARIS - SAINT-LAZARE

Victoire des grévistes

"Perturbations importantes sur les lignes de banlieues Ouest. Grève spontanée des roulants" annonçait mercredi 18 au petit matin *France Inter.*

"Non à l'injustice" disent les roulants du dépôt de Saint-Lazare qui sont largement partis en grève à l'appel des syndicats CGT, CFDT et du syndicat des conducteurs autonomes (FGAAC) après avoir débrayé un quart d'heure la veille au soir. Voulant voir lever une sanction infligée à un collègue (suspendu de conduite pendant un mois).

Que lui reproche la direction ? Avoir franchi un signal d'arrêt fermé (ce qui interdit le passage) alors que le signal s'était fermé intempestivement. Dès que le mécanicien l'a vu fermé, il a de suite pris toutes les dispositions et s'est arrêté trois mètres après le signal. Sans suite.

La direction dit avoir fait son enquête sur le pourquoi de la fermeture intempestive du signal d'arrêt. Ne trouvant rien, elle accuse le roulant qui aurait dû, d'après elle, "regarder constamment le signal".

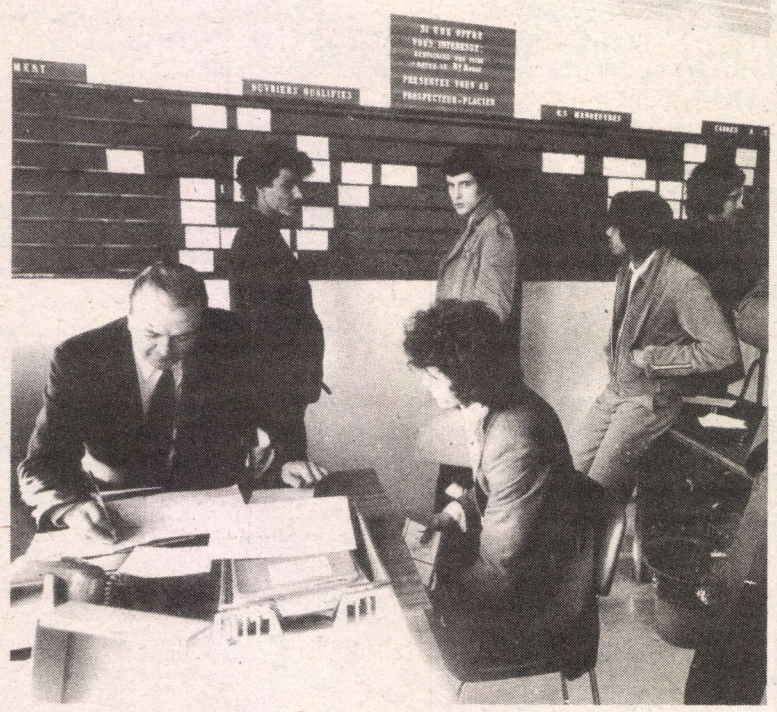
Ce que les roulants refusent, c'est que la direction, une nouvelle fois, fasse retomber la responsabilité d'un incident de sécurité sur un lampiste. La grève démarre dès l'embauche le 18 avec rendez-vous à 9 h pour "intervenir auprès des patrons".

Devant la forte participation et la détermination des roulants, partis entre autres sans préavis, et la sympathie que rencontrait le mouvement dans les autres dépôts, et se rappelant sans doute que c'est pour des raisons et de manière semblable qu'avait démarré la grève des roulants en octobre dernier, la direction a décidé de remettre le conducteur sanctionné sur son train dès le lendemain, 19 juin.

Gare Saint Lazare : Trains en grève.

Le chômage : pas une fatalité mais la conséquence de la soif de profits des patrons

2,447 millions de chômeurs officiellement recensés fin mai : le chômage a encore augmenté de 0,8 % par rapport à avril. Evidemment, le gouvernement cherche à rassurer à bon compte : les mesures qu'il a prises n'ont pas encore produit leurs effets... Eh oui ! Seguin a promis des cadeaux aux patrons qui embaucheraient des jeunes : peine perdue ! Chirac, Balladur ont exhorté les patrons à embaucher pour que soit faite la preuve de la supériorité du "libéralisme" sur le "dirigisme" : peine perdue ! Les patrons n'en font qu'à leur tête et, dans ce domaine comme dans tous les domaines qui touchent aux relations patronat — gouvernement, ce dernier est tout aussi faible que ses prédécesseurs de gauche qui n'étaient "dirigistes" qu'avec les travailleurs ! Tous en sont à supplier les patrons, à répéter combien le chômage est dangereux, à leur faire des cadeaux — et pas seulement des cadeaux conditionnels, en cas d'embauche, mais des cadeaux bien réels, faits en quelque sorte par avance : les patrons empochent les cadeaux, spéculent avec, s'enrichissent... et n'embauchent pas.



2.447.000 chômeurs fin mai 1986.

La crise a bon dos...

C'est la crise, dit-on de tous côtés, comme si le chômage était la conséquence fatale de cette autre fatalité qu'est la crise... Avec la crise, il y a la concurrence internationale accrue, il est nécessaire de devenir plus compétitif, donc de moderniser en remplaçant les hommes par des machines. Voilà quelle serait la raison du chômage.

Même si on admettait un seul instant ce raisonnement, il resterait que ceux qui font les frais de la crise sont les travailleurs, et eux seuls qui, n'ont pourtant aucune responsabilité dans le déclenchement de la crise ! Les travailleurs sont écartés de toute décision : seuls les patrons, pour l'unique raison que le capital est leur propriété, gèrent l'économie. Mais ce n'est jamais leur propre "emploi" qui est de trop quand ils parlent de licenciements !

Mais de toute façon, ce raisonnement est faux, il prend le problème à l'envers, à l'image même de ce capitalisme qu'il défend et qui prétend aujourd'hui qu'on produit "trop" quand tant de besoins ne sont pas satisfaits, non seulement dans le monde, mais même dans les pays riches comme la France.

Car les besoins sont là, faciles à recenser. Dans un pays comme la France, on manque de crèches, d'hôpitaux, de moyens de transport, d'écoles, de logements... Dans le monde, on manque... de tout ! Les besoins ne manquent pas. Les matières premières non plus, ni les usines, dont on restreint artificiellement les capacités de production, ni les bras, justement, en cette période de chômage. Tout est là, à portée de main, qui pourrait fonctionner du jour au lendemain. Mais pour déclencher le mécanisme qui unit matières premières, usines et main-d'œuvre d'un côté avec, de l'autre côté, les besoins des hommes, pour déclencher le processus de la production, il faut dans ce système, ce qu'on appelle du capital. Et ce capital est justement monopolisé par une poignée d'individus, détrousseurs des temps modernes, qui ont le pouvoir exorbitant de décider s'ils l'injectent dans la production et dans quelle production, ou s'ils le font prospérer artificiellement à des fins égoïstes, sous une autre forme. Et, justement, aujourd'hui, ils ne l'injectent plus dans la production, ou si peu...

Pour les capitalistes, que les besoins soient un débouché pour les marchandises, que les besoins permettent de vendre n'est que secondaire. Il ne leur suffit pas de pouvoir vendre, même pas de pouvoir vendre avec bénéfice. Il faut que le bénéfice soit suffisant à leurs yeux, quitte à ce que leur capital aille s'investir dans la commercialisation d'eau de mer en boîte (ou d'air de Paris en boîte, ça se fait !) et que le capital manque pour réaliser le nécessaire...

Aujourd'hui, toutes les usines licencient, même si elles affichent de confortables profits. Car cela permet de dégager des capitaux qui vont ailleurs, dans la spéculation boursière, par exemple, et de faire faire la production par moins de travailleurs. Pas besoin pour cela de "moderniser" le matériel, la crainte du chômage de ceux qui restent est suffisante.

S'en prendre aux prérogatives des patrons

Ce sont les patrons et leur système économique absurde qui sont responsables de la crise. Mais, même dans la crise, le chômage n'aurait rien de fatal, et c'est le comportement des capitalistes, leur soif du profit maximum, qui en est la cause.

Mais les gouvernants qui disent s'inquiéter du chômage ont toutes les faiblesses dès lors qu'il s'agit des patrons.

Ils en sont à les prier d'avoir l'obligeance d'investir et d'embaucher quand il faudrait les y contraindre ! Après tout, on est en période de crise, et le formidable gâchis que représente le chômage justifie des mesures d'exception ! Contraindre les patrons à investir et à embaucher sous peine d'expropriation immédiate, voilà ce que feraient les gouvernants, s'ils voulaient réellement s'en prendre au chômage ! Et pour commencer, interdire tout licenciement : s'ils n'ont pas assez de travail pour tous les salariés qu'ils emploient, ils n'ont qu'à investir, justement, pour en créer. S'ils ne savent pas dans quoi investir, qu'ils obéissent à un plan d'urgence pour satisfaire les besoins de la population ; les débouchés, vus de cette manière, sont larges !

Et il n'est même pas vrai que, de cette manière, les entreprises tourneraient à perte. Simplement, elles ne seraient plus "rentable", au sens où les capitalistes l'entendent, c'est-à-dire qu'elles ne leur fourniraient pas le profit maximum possible. Et même si certaines étaient déficitaires, encore faudrait-il voir où la société y perdrait le plus : à boucher le trou, ou à se retrouver avec des productions en moins et des hommes sans travail.

Même en période de crise, le chômage n'est pas une fatalité. C'est au contraire un immense gâchis économique, social, et tout simplement humain. Et ce gâchis a pour cause unique la soif de profits faciles et immédiats des possédants.

Pour lutter contre le chômage, les mesures économiques à prendre sont simples. Mais toutes reviennent à s'en prendre à ceux qui ont accaparé le capital de la société, les riches. Les gouvernants ne le peuvent pas, ne le veulent pas. Mais les travailleurs, eux, le peuvent.

Jean-Jacques FRANQUIER

Chantiers navals

licenciements d'un côté...

Le comité central d'Entreprise des chantiers navals Normed vient d'être convoqué par la direction avec à l'ordre du jour : "*Information sur une éventuelle cessation de paiement*". Bref, la faillite... Normed employait, dans les chantiers de Dunkerque, de La Seyne et de La Ciotat, 6.900 personnes fin avril.

D'après le journal *Le Monde* (18 juin 1986), l'ensemble des chantiers navals engloutit des subventions publiques "*qui dépassent 300.000 F par an pour chaque ouvrier des chantiers, soit à peu près trois fois leur salaire.*" Et de conclure qu'il reviendrait moins cher à l'Etat de payer les ouvriers à ne rien faire.

Peut-être. Mais, soit dit en passant, on ne nous raconte pas où sont passés les 20.000 F multipliés par 12.000 travailleurs de chantiers navals qui n'étaient pas absorbés par les salaires... Même en rajoutant les salaires de tous les ouvriers des entreprises sous-traitantes, cela doit faire pas mal d'argent de subventions qui se sont envolées on ne sait où.

Cet argent est allé grossir les poches de nombre d'industriels, et de banquiers. Mais ce n'est pas eux qu'on s'apprête à jeter dehors. Ce sont les travailleurs à qui on dira que leur emploi coûte de l'argent aux contribuables. Car bien entendu, ce ne sont pas les pratiques commerciales de la direction des chantiers et des banques qui coûtent de l'argent aux contribuables !

Mai 1986 : les salariés de Normed-Dunkerque manifestent devant le siège du groupe des Industries Métallurgiques à Neuilly.

...accident mortel de l'autre

Un travailleur des chantiers Normed de La Ciotat a trouvé la mort dans la nuit du mercredi au jeudi 12 juin, vers 2 heures du matin, dans un horrible accident.

Une énorme structure, un ballast, de 25 mètres de long et 20 mètres de large, pesant environ 100 tonnes, devait être manœuvrée pour être retournée.

C'est par l'intermédiaire du grand portique de 600 tonnes que le travail devait être effectué. Les élingues, c'est-à-dire les câbles du portique, ont été fixées aux pattes d'accroche du ballast et ce travail routinier, journalier, pouvait commencer.

Quatre travailleurs étaient là pour suivre le travail. Une fois les élingues fixées et la structure suspendue, il ne restait plus qu'à prendre des cordes qui étaient fixées le long des parois pour contrôler et guider la pièce pendant le retournement.

C'est à cet instant, alors que la pièce était verticale, que la mort est arrivée. Une patte d'accroche n'avait pas été soudée et elle était restée juste fixée par quelques points de soudure. Brusquement, la patte céda et toute la structure tomba sur le sol. Les travailleurs partirent en courant, mais un travailleur resta bloqué. Il a été tué, écrasé par la pièce.

Cet accident mortel n'est pas un hasard.

Pourquoi la patte qui a lâché n'avait-elle pas été soudée ? Pourquoi, surtout, n'y a -t-il eu aucune vérification ?

Voici quelques années, un poste de vérificateur existait, qu'on appelait le "super-contrôle". Quand une pièce des ateliers était terminée et avant qu'elle soit manœuvrée, il fallait l'accord du vérificateur. Il venait contrôler si toutes les opérations avaient bien été effectuées, entre autres les soudures, et si les pattes d'attache étaient bien adaptées pour le levage.

Mais ce poste a été supprimé ! Voilà la cause de la mort d'un travailleur.

De plus ces travaux s'effectuaient dans un des endroits les moins éclairés des chantiers.

Auparavant, des avertissements, il y en a eu. La direction n'en a pas tenu compte.

Il y a un mois, une patte d'élingue s'est arrachée d'un panneau Mac Grégor au cours du levage. Aucune mesure n'a été prise. Le 10 juin, soit quelques jours avant l'accident mortel, sur une autre pièce, on s'aperçut que les pattes qui servent à passer les élingues n'étaient pas soudées, on les remplace par des pinces Merill, non adaptées. Cela casse une fois de plus sans qu'aucune mesure ne soit prise.

Notre camarade est mort parce que la direction des chantiers a fait des économies sur tout.

Il a été assassiné pour permettre aux actionnaires de toucher du profit et encore du profit.

Le lendemain, bien sûr, tous les travailleurs se sont mis en grève.

Correspondant L.O.

Une société pas tendre, même pour ceux qui ne sont pas les plus à plaindre

LES CADRES...

L'Humanité du 17 juin révèle que Framatome, une société nationalisée spécialisée dans le nucléaire, a fait faire à l'un de ses cadres une étude de rentabilité sur les avantages financiers du licenciement des cadres âgés de plus de 55 ans. Eh bien, apparemment, ça vaut le coup : *"Le licenciement de cadres de plus de 55 ans, non remplacés ou même remplacés par des embauches externes, de salaire nettement inférieur, présente un intérêt très important pour l'entreprise. (...) Il resterait encore rentable si l'investissement était douze fois plus coûteux, même si, au lieu de donner 18 mois d'indemnités de congédiement, on en donnait 18 ans."* Il paraîtrait même qu'un tel "investissement" serait "rentable" à 320 %... Mieux que la Bourse !

Licencier est considéré comme un investissement... Tous les patrons le savent aujourd'hui, et le pratiquent à tour de bras.

Mais les cadres, au moins ceux de Framatome, ont de quoi s'interroger : personne n'a jamais prétendu que le licenciement de milliers de travailleurs était rentable à 320 %... Alors, il faut que les cadres (de Framatome) soient drôlement payés, ou qu'ils fassent beaucoup de dégâts en faisant travailler les ouvriers !

P.L.

LES ÉTUDIANTS...

Le secrétaire d'Etat aux Universités, Devaquet, a rendu sa première copie : son nouveau projet de loi sur l'autonomie des universités.

Cette "autonomie" sonne bien aux oreilles des milieux de droite, au même titre que le "libéralisme" dont elle est le pendant. Donner une "autonomie" plus grande aux universités revient à les placer encore un peu plus en concurrence les unes avec les autres, et à favoriser l'instauration d'une hiérarchie entre elles — une situation qui s'est déjà largement installée de fait. Les universités seront officiellement autorisées à pratiquer ce que nombre d'entre elles faisaient déjà plus ou moins ouvertement : une sélection à l'entrée, sous prétexte de défendre leur "cote" ou leur "niveau" face aux autres — qu'elle soit fondée, comme actuellement, sur le dossier scolaire ou la mention au bac ou, pourquoi pas, ultérieurement, sur un concours d'entrée à la faculté.

Cela fait plusieurs années en tout cas que l'étudiant titulaire du bac n'a plus la possibilité de s'inscrire dans l'université de son choix, ou la plus proche de son domicile, à cause de cette hiérarchie des facultés. Tel étudiant habitant la banlieue sud de Paris et désirant s'inscrire en science pourra se voir refuser l'inscription à la faculté d'Orsay, qui peut être située à dix minutes de chez lui, faute d'avoir obtenu une mention suffisante au bac. Il sera trop tard dès lors pour s'inscrire à Paris, et il lui faudra faire la démarche pour s'inscrire à Villetaneuse, au nord de Paris.

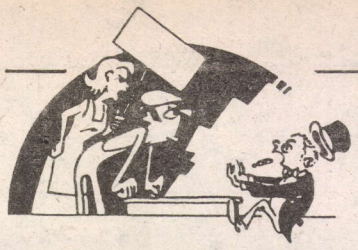
Encore finissait-il jusqu'à présent à peu près dans chaque cas à trouver une place dans une université. Cela n'est pas du tout garanti par le nouveau projet de loi. Le secrétaire d'Etat s'est borné à promettre que, dans le cas des étudiants restés sur la touche, le recteur interviendrait pour les placer dans une "formation post-secondaire". Une formule assez vague pour pouvoir justement signifier autre chose qu'une université.

Actuellement, à la sélection sur le niveau s'ajoutent les mesures mesquines que prennent certaines facultés, notamment les plus cotées, pour limiter artificiellement le nombre d'inscriptions : pour l'inscription en première année, elles instaurent une véritable course d'obstacles, comportant des heures de queue. Une course contre la montre aussi, car les inscriptions ferment tôt, fin juin ou début juillet, dans de nombreuses facultés, ce qui oblige les tout nouveaux titulaires du bac à se précipiter tous en même temps pour bénéficier des derniers jours d'inscription. Les derniers arrivés ne trouveront pas de place et doivent tenter leur chance dans une autre faculté s'il est encore temps : nouvelle inscription, nouvelle queue, ils repartent à zéro.

La sélection est donc déjà une réalité dans l'enseignement. Elle l'est même de plus en plus.

Le projet de loi de Devaquet lui donne la bénédiction.

Philippe AVRIL



VERRERIES MÉCANIQUES CHAMPENOISES

La coupe est pleine

Les VMC sont une entreprise de Reims où travaillent 1100 salariés. C'est là qu'il y a quelques années, un ouvrier gréviste avait été assassiné par un commando de la CFT (aujourd'hui CSL).

Depuis quelques mois, un mécontentement s'accumule : des restructurations sont en cours, dont un regroupement de l'usine avec les Verreries de Givors et Rive-de-Giers (usine du groupe rival, BSN). A l'occasion de ce regroupement, les patrons ont l'intention de réduire les effectifs pour augmenter la productivité.

L'aggravation des conditions de travail déjà difficiles et les salaires très bas ont amené différents secteurs de l'usine à entrer en lutte et à faire reculer un peu la direction.

Ainsi, après une heure de grève des machinistes du four 9, le patron avait cédé 200 F de prime. Les trieurs de ce même four (70 ouvriers), eux, ont commencé par des débrayages d'une heure, puis de quatre heures, et devant l'attitude de la direction, ont décidé la grève totale qu'ils suivent à 100 % depuis le jeudi 5 juin. Le 6, ce sont les ouvriers du service Expédition (une trentaine) qui sont entrés en lutte. Ils ont repris le travail après avoir obtenu une prime mensuelle de 150 F *"renégociable en septembre"* et des promesses de revalorisation de leurs coefficients. Mais les gars disent que s'ils n'ont pas ce qu'ils veulent, ils redémarreront en septembre.

Les polisseurs du secteur moulerie ont obtenu par la grève une prime et une augmentation des coefficients et au Décor, les ouvriers ont fait lâcher au patron une prime mensuelle de 150 F. Pour l'instant, les trieurs du four 9 continuent la grève.

Les syndicats CGT et CFDT soutiennent ces mouvements mais ils n'en sont pas à l'initiative et c'est le ras-le-bol des gars qui a amené le déclenchement des grèves.

Pour l'instant les mouvements restent limités à certains secteurs, mais le ras-le-bol s'accumule, le climat change, et il n'est pas dit que la direction des Verreries s'en sorte toujours facilement.

Correspondant LO

DERNIÈRE HEURE

Mercredi 18, les trieurs du Four 9 se sentant isolés ont décidé la reprise du travail. Mais le moral reste bon. Et le sentiment est que ce n'est que partie remise après les vacances.

Des lecteurs nous écrivent

Jeunes à tout faire

Depuis environ un an, la direction de l'Euromarché de Masséna (Paris 13e) cherche à embaucher des jeunes à contrat déterminé en remplacement des employés à temps plein.

Ces contrats permettent d'embaucher et de licencier très rapidement. Les jeunes sont pris pour deux ou trois mois à temps partiel et sans certitude pour l'avenir. Ils ne travaillent que 10 ou 15 heures par semaine. La direction leur propose des heures complémentaires (on ne peut pas dire supplémentaires car bien sûr elles ne sont pas payées avec supplément) sans que leur contrat passe à 20 ou 25 heures selon les cas de figure. Une forme comme une autre de flexibilité.

Dans ce contexte, à la moindre erreur, c'est le risque de renvoi. Des pressions sont exercées pour obtenir des démissions. Il y a deux mois, un manutentionnaire s'est vu mettre à la porte du jour au lendemain. Le directeur d'Euromarché a d'abord affirmé avoir suivi le manutentionnaire et avoir trouvé de la marchandise sur son chariot puis dans sa réserve. Marchandise soi-disant volée mais toujours dans le magasin.

Les versions changeaient tout le temps mais personne ne croyait l'histoire du vol. Alors le directeur trouva comme prétexte au renvoi : "manque de confiance" !

Juste un mois après, un agent de sécurité surprenait un cadre porteur de deux livres qui n'auraient pas transité par la caisse.

Le cadre fut... déplacé !

Ainsi la direction paye mal les jeunes, elle les fait travailler à son gré, elle essaie de diviser le personnel. Elle peut se flatter de gagner sur tous les terrains... tant que ça dure !

LES FRÈRES WILLOT VENDENT LEURS ACTIONS BOUSSAC

Les "Dalton du textile" ramassent leur pelote

Les frères Willot, ceux que l'on avait surnommés "les Dalton du textile" quand ils étaient à la tête de l'empire Boussac (Dior, Conforama, Au Bon Marché, La Belle Jardinière), viennent de céder à Férinel leurs dernières billes dans ce groupe pour 400 millions de francs.

Ces quatre "licenciés" du groupe Boussac ne se retrouvent donc pas sans rien sur le dos, à la différence des milliers de travailleurs qu'ils avaient jetés à la porte de leurs usines textiles. A cette époque — et tout en licenciant — les Willot avaient été les grands bénéficiaires des subventions gouvernementales généreusement distribuées pour venir en aide, paraît-il, à une industrie textile en crise.

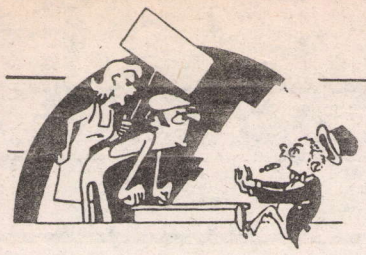
En 1981, le ministre de l'Industrie du gouvernement Mauroy, Pierre Dreyfus, avait prétendu vouloir leur "faire rendre gorge" après qu'ils se soient mis en faillite en cherchant à préserver le plus gros de ce qu'ils avaient accumulé. Mais les Willot s'en étaient tirés. Ils avaient conservé 42 % des actions de leur empire et, s'ils avaient été condamnés en justice, la cour d'appel de Paris avait réduit sans tambour ni trompette leurs peines, voici un an.

"Condamnés" en quelque sorte à ne plus diriger leur groupe tout en continuant à en toucher des dividendes, il ne leur restait plus qu'à attendre le meilleur moment pour revendre leurs actions au prix fort : c'est ce qu'ils viennent de faire.

Bilan de l'opération : l'industrie textile a sans doute en grande partie coulé, mais avec 400 millions de liquide, les Willot, eux, restent à flot. Et même en tenant compte de l'amende de 1,8 million qu'ils sont censés payer, il leur reste encore de quoi *"passer une retraite confortable"*, comme l'écrit un quotidien des milieux d'affaires *(Les Echos* du 18 juin). Ce journal, apparemment bien informé, croit savoir que les Willot comptent filer une retraite heureuse grâce à leur "pelote".

Boussac 1978 : des milliers de travailleurs jetés à la rue.

P.L.



T.A.N. (Transports de l'agglomération nantaise)

Touchez pas à notre camarade

Il y a 6 mois, un chauffeur-femme de la TAN a été jugée inapte à conduire pour raisons de santé.

La direction l'a alors mutée à l'Atelier central à Dalby en Sellerie au coefficient 145 au lieu de 200 quand elle était chauffeur.

Passé ce délai de 6 mois et en sureffectif à la Sellerie, la direction lui notifiait son licenciement pour rupture de contrat de travail, vu son incapacité à conduire. Finalement, après contre-expertise médicale, elle est reconnue apte à conduire de nouveau, mais à mi-temps et pour une période d'essai de 2 mois.

Ses camarades de l'Atelier central se sont alors mobilisés à l'initiative de la CGT en Comité de défense regroupant des syndiqués et non syndiqués pour obtenir qu'elle soit définitivement reprise et à temps complet. Ils ont fait grève toute la journée de vendredi à 90 % du personnel de l'Atelier, bloquant le tramway deux fois un quart d'heure et faisant circuler une pétition avec succès parmi les chauffeurs.

Finalement, en fin de journée, la direction faisait savoir que cette travailleuse serait reprise à mi-temps (vacation unique) sans conditions et avec 80 % de son salaire actuel.

Après cette première victoire, le Comité de défense est bien décidé à faire en sorte qu'elle retrouve son temps complet. Les camarades de la TAN ont ainsi montré qu'on ne pouvait se débarrasser impunément d'une de leurs camarades sans réagir. Les réflexions les plus courantes étant : *"Si on ne peut plus être malade, maintenant !"*. Affaire et exemple à suivre.

Correspondant LO

SNECMA Gennevilliers

La direction nous donne des miettes : les syndicats organisent un pique-nique de lutte !

Jeudi 12 juin, il y avait dans les ateliers et les bureaux pas mal d'ambiance. On discutait du débrayage et de la manif au siège. Jusqu'à 10 h 30, les grévistes affirmés essayaient de convaincre les autres : *"Si on ne se bat pas pour avoir des augmentations, eh bien, on verra le prix du bifteck grimper et nos salaires stagner. C'est pour ça que je sors !"*

C'est à 500 que nous avons débrayé pour la normale et l'équipe du matin. Nous sommes allés rejoindre les cars qui nous attendaient pour aller au siège de la SNECMA. Nous sommes partis à sept cars, soit environ 350 personnes, pour rejoindre d'autres centres comme Hispano ou Sochata. Au total nous étions plus de 1000 devant les portes de la direction générale. Des estafettes distribuaient les paniers de ravitaillement, les sandwiches. Tout le monde cassait la croûte sur l'herbe. On discutait par petits groupes de ce qu'il faudrait faire : *"Bloquer le périphérique"*, *"Rentrer à la direction générale"*. Il y avait un noyau de gars qui voulaient rentrer dans la DG pour imposer une délégation des syndicats que refusait de recevoir le PDG, Bénichou. Ça les embêtait d'être venus jusque-là et voir la DG imposer son avis alors que nous étions les plus nombreux dehors.

La grosse partie des manifestants devant la porte restait à discuter de la suite. Du succès du "pique-nique", une femme du contrôle disait : *"C'est bien, on est nombreux. La DG le voit, c'est déjà ça"*. C'est d'ailleurs l'avis de beaucoup de gens et ce qui se disait dans les cars pour le retour vers 13 h 30. C'est vrai, il manquait du monde. Il faudrait être plus nombreux. En tout cas, on aura montré, et ce n'est pas fini, qu'on n'est pas prêt à accepter sans réagir la baisse de notre salaire. D'ailleurs, l'après-midi, plus de 300 gars ont débrayé, ce qui a amené à 800 le chiffre des grévistes alors que, le 22 mai, nous étions 600 sur les 2.700 de l'usine.

La semaine prochaine les syndicats parlent de nouveau de faire une action.

Correspondant LO

DASSAULT Saint-Cloud

Une journée pour la paix... et pour la frime

Le Festival de la paix a provoqué une semaine durant laquelle PCF et CGT ont mis une sourdine à la campagne menée en permanence chez Dassault en faveur de la production du Rafale, le futur avion de combat, français bien sûr !

En temps ordinaire, en effet, il ne se passe guère de semaine sans que, d'une façon ou d'une autre, la CGT ne prenne une initiative pour afficher d'une manière tapageuse son soutien sans faille au Rafale. Après avoir lancé une carte-pétition où l'avion de combat était présenté, entre autres avantages, comme *"une modernisation au service de l'homme"*, la CGT a impulsé la création d'un comité de défense du Rafale qui est intervenu auprès du personnel (modérément), mais surtout s'est fait voir dans différents ministères et auprès de la direction.

Et voilà donc nos VRP de l'engin de mort, subitement touchés, la semaine passée, par la colombe de la paix !

Correspondant LO

HÔPITAL REBEYROL Limoges

La direction recule !

Pour l'ouverture d'une annexe de 80 lits long séjour, la direction de l'hôpital n'a obtenu que 33 postes sur 61 demandés (dont 10 redéployés d'une maison de retraite partiellement fermée).

En conséquence, après l'ouverture de 40 lits sans difficulté (avec les postes créés en mars), la direction a tenté d'ouvrir la deuxième tranche en prévoyant 2 à 3 employés par service.

Une assemblée générale du personnel de gérontologie décide de faire un service réduit à partir du 2 juin et élit une coordination de lutte de 8 membres chargés de faire un tract pour appeler l'ensemble du personnel à cette action et reconvoquer une assemblée générale pour faire le point après quelques jours de service réduit.

Au bout de quelques jours, la CGT (qui s'était opposée à l'élection de la coordination) choisit finalement d'appuyer le mouvement du personnel, et appelle à se rendre au Conseil d'administration du 2 juin.

Ce jour-là, nous sommes cinquante devant la porte (avec quelques familles de malades) et la direction décide de différer l'ouverture jusqu'à l'obtention des 61 postes nécessaires.

Devant ce recul, nous sommes contents, mais méfiants tout de même. Nous avons bien fait de ne pas baisser les bras.

Correspondant LO

HÔPITAL HÔTEL-DIEU Lyon

Echec au licenciement

Les hospitaliers de l'Hôtel-Dieu ont obtenu l'annulation du licenciement d'une auxiliaire manipulatrice-radio. Elle avait été prévenue le 3 juin qu'elle serait licenciée le 7 juillet, et aussitôt, le personnel de l'Hôtel-Dieu s'était mobilisé contre ce licenciement qui paraissait injuste à tout le monde.

La pétition qui avait circulé dans l'hôpital avait recueilli 200 signatures, et toutes les surveillantes des services où elle a l'habitude de travailler avaient elles aussi signé une pétition disant qu'elle faisait bien son travail. Le personnel de l'Hôtel-Dieu avait fait plusieurs débrayages et les radios de tous les établissements des HCL (Hospices Civils de Lyon) avaient des pétitions et des délégations auprès de leur direction.

Un nouveau débrayage était prévu lundi 7. Mais lundi matin de bonne heure, la direction générale des HCL a négocié avec les trois syndicats et est revenue sur le licenciement. L'employée ne sera pas licenciée mais mutée dans un autre hôpital et mise à l'essai pendant trois mois avant d'être nommée stagiaire. Il faut en effet être stagiaire pendant un an avant d'être titularisé. La direction envisage donc de la titulariser.

En apprenant la bonne nouvelle, les radios de l'Hôtel-Dieu qui étaient en grève sont allées toutes ensemble l'annoncer à la surveillante à l'origine du licenciement. Cela faisait plaisir à tout le monde de la narguer et de voir sa mine s'allonger.

Dans les autres hôpitaux, bien des radios ne croyaient pas beaucoup à la possibilité de faire annuler le licenciement. Aussi, quand elles ont appris le recul de l'administration, plus d'une a fait remarquer qu'il faudrait s'en souvenir.

En effet, la direction a préféré négocier avec les syndicats plutôt que de rendre des comptes aux hospitaliers en grève. Mais si elle a reculé, c'est bien parce que les hospitaliers se sont mobilisés et ont multiplié les actions pour marquer leur colère. Et finalement, qu'on soit auxiliaire ou titulaire, notre véritable sécurité de l'emploi, c'est notre solidarité et le rapport de force que nous sommes capables d'imposer.

Correspondant LO

BUANDERIE DU CHR DE TOURS

Ça a failli être moderne !

La buanderie de Joué-lès-Tours centralise le lavage et le repassage des tonnes de linge venant des différentes annexes du centre hospitalier régional. Et depuis son ouverture, les problèmes s'accumulent en même temps que les tonnes de linge.

Aux réclamations du personnel, la direction répondait jusqu'à présent que l'installation d'un troisième "tunnel", plus performant, capable de laver une tonne de linge à l'heure, permettrait de tout régler. Eh bien, le voilà arrivé, et on voit le résultat.

Ce nouveau tunnel fonctionne, en effet, mais dans la "chambre sale", où l'on trie le linge sale à l'arrivée, l'évacuation de l'eau de lavage n'a pas été prévue en conséquence, alors on travaille les pieds dans l'eau chaude ! La circulation des sacs triés est paraît-il automatique, grâce à des rails qui circulent au-dessus de nos têtes. Enfin, presque automatique, car ça bouchonne dans les virages et il faut les pousser avec une perche... Moderne, non ?

Et à la sortie, c'est maintenant toutes les trois minutes qu'arrivent les sacs de linge sec et propre. Mais on a "oublié" de prévoir suffisamment de machines à plier et à repasser pour les recevoir à cette cadence, et maintenant le linge propre s'accumule avant le repassage dans des chariots qui débordent !

Autant dire qu'en matière d'organisation et de modernisation du travail, la direction peut repasser. Et le ras-le-bol du personnel s'accumule à la même cadence que le linge !

sélection télé

Samedi 21 juin

20 h 35. TF1 — Pour ceux qui aiment Beethoven. Marqué par la Révolution française, Beethoven tenait tête à la noblesse et souhaitait que les musiciens ne soient plus traités comme des domestiques. Sa personnalité sera évoquée lors de cette émission où Depardieu doit lire quelques-uns de ses textes. Des interprètes prestigieux présenteront des extraits de ses grandes œuvres : **La Symphonique n° 3 "héroïque", le 5e concerto pour piano et orchestre, l'Ode à la joie** de Schiller (presto de la **9e symphonie)** ; etc.

20 h 35. FR3 — Pierre Desproges, tout seul en scène. Le show du fantaisiste provocateur est commenté par Guy Bedos.

22 h 30. A2 — Les enfants du rock. Spécial Bashung. Autre chose que Beethoven...

23 h 00. FR3 — Musiclub. Le baryton italien Piero Capuccilli, spécialiste de Verdi, interprète des airs de cet auteur mais aussi de Gounod, Rossini, etc.

Dimanche 22 juin

20 h 35. FR3 — Histoire d'un jour. Philippe Alfonsi met un terme à cette série d'émissions en évoquant le XXe siècle à travers des extraits de toutes ses précédentes émissions.

21 h 50. TF1 — Film : Que les gros salaires lèvent le doigt ! de Denys Granier-Deferre, avec Jean Poiret et Michel Piccoli. Comédie grinçante ; un patron invite ses employés à une réception champêtre pour y choisir ceux qu'il veut licencier.

21 h 55. A2 — Musiques au cœur. Deuxième partie de l'émission consacrée au pianiste virtuose Vladimir Horowitz qui évoque ses souvenirs et interprète des œuvres de Liszt et Chopin.

22 h 35. FR3 — Cinéma de minuit : La kermesse héroïque, de Jacques Feyder (1935) avec Françoise Rosay. L'héroïque résistance flamande aux troupes d'occupation espagnoles au début du XVIIe siècle dans des décors qui rappellent les peintures de Rubens, Bruegel ou Vermeer.

Lundi 23 juin

20 h 35. FR3 — Film : **L'affaire Dominici,** de Claude Bernard-Aubert (1973). Evocation de la célèbre affaire criminelle. Un rôle sur mesure pour Jean Gabin.

Mardi 24 juin

20 h 35. A2 — Film : **Le distrait,** de et avec Pierre Richard. Comédie drôle mais inénarrable...

20 h 35. FR3 — Film : **Duel dans la boue** de Richard Fleischer. Western "moderne" : un duel qui donne son titre au film et une pointe de sadisme.

20 h 40. TF1 — Père Amable. Téléfilm de Claude Santelli adapté d'une nouvelle de Maupassant. La vie à la campagne dans le Pays de Caux au XIXe siècle, avec Fernand Ledoux.

22 h 20. TF1 — Vida nova. Documentaire sur les plantations de canne à sucre de l'Etat de Pernambouc au Brésil tourné en 1984, d'après le livre-témoignage sur la famine au Brésil écrit par Robert Linhart, **Le sucre et la faim** (éditions de Minuit).

Mercredi 25 juin

20 h 35. A2 — La star et le milliardaire. Téléfilm américain qui raconte un épisode de la vie du milliardaire de la presse américaine Hearst, joué par Robert Mitchum. Ou comment la presse fabrique une star, d'autant plus quand c'est la femme du patron...

21 h 50. TF1 — Concert **Mahler.** L'orchestre national de Lille mené par Jean-Claude Casadesus joue le **Chant pour des enfants morts** (baryton : José van Dam) et la **4e symphonie** du compositeur viennois du début de ce siècle.

Jeudi 26 juin

20 h 3. FR3 — Film : **La terrasse,** d'Ettore scola (1980), avec Mastroianni, Trintignant, Tognazzi, Gassman. Des intellectuels quinquagénaires évoquent leur passé, leurs rêves et leurs trahisons, avec amertume et férocité.

Vendredi 27 juin

21 h 30. A2 — Apostrophes. Des romans pour les vacances avec Elisabeth Barillé, Amin Maalouf, Robert Merle, Pierre Moustiers, John Saul, Chochena Boukhobza... et Bernard Pivot, bien sûr.

22 h 05 TF1 — Michel Boujenah à l'Olympia. Le "one man show" du fantaisiste révélé par **Trois hommes et un couffin.**

22 h 55. A2 — Ciné-club : Prénom Carmen, de Jean-Luc Godard (1983). La Carmen de Jean-Luc Godard. Musique de... Beethoven. Transposition plus que libre, on s'en doute.

23 h 45. TF1 — TSF. Spécial Django Reinhardt. Marcel Azzola, Patrice Caratini, Art Farmer, Christian Escoudé, Boulou Ferré, et quelques autres musiciens de jazz rendent hommage au guitariste manouche disparu il y a 33 ans.

sélection ciné

Dans les salles parisiennes

UNE FEMME POUR MON FILS
d'Ali Ghanem

L'histoire d'un mariage traditionnel dans l'Algérie d'aujourd'hui... Fatila ira jusqu'à la révolte ouverte. Un film nuancé et intéressant, qui dénonce la condition de la femme et aussi celle de l'homme... Dommage qu'il ne passe que dans une seule salle.

Saint-André-des-Arts 6e (VO).

PIRATES
de Roman Polanski

A la fin du 17e siècle, les aventures teintées d'humour noir d'un pirate haut en couleur et de son mousse. Du grand spectacle !

Gaumont les Halles 1er (VO), Rex 2e, Bretagne 6e (VO), Hautefeuille 6e (VO), Gaumont Ambassade 8e (VO), George V 8e (VO), Français 9e, Escurial 13e (VO), Fauvette 13e, Gaumont Sud 14e, Montparnasse Pathé 14e, Gaumont Convention 15e, Clichy Pathé 18e, Secrétan 19e, Gambetta 20e.

L'HISTOIRE OFFICIELLE
de Luis Puenzo

Un film émouvant qui lève le voile sur quelques aspects de la dictature des militaires en Argentine.

Latina 4e (VO).

MACARONI
d'Ettore Scola

Du businessman américain arrivé ou de l'obscur employé italien pourvu d'une famille nombreuse mais solidaire, le plus raté n'est pas celui qu'on pense. Avec Jack Lemmon et Marcello Mastroianni.

Marbeuf 8e (V0).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE
de Medhi Charef

Deux jeunes "durs" dans une banlieue de Paris, l'un français, l'autre immigré, encore plus tendres que le monde qui les entoure.

Ciné Beaubourg 3e.

BRAZIL
de Terry Gilliam

Un obscur employé ministériel plongé dans l'enfer de la machine bureaucratique. Sur le thème de *1984,* un film délirant et percutant.

Epée de Bois 5e (VO). Elysées Lincoln 8e (VO).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN
de Coline Serreau

Trois machos transformés en mères-poules.

Capri 2e, George V 8e, Montparnos 14e.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE
de Woody Allen

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Studio de La Harpe 5e (VO).

PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI
de Woody Allen

Comédie acide et pétillante sur le thème : oh ! comme il est difficile d'être gangster...

Reflet Lafayette 9e (VO).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE
de Hector Babenco

Film brésilien. La rencontre entre un militant politique et un homosexuel dans une prison de la dictature.

Studio Cujas 5e (VO). Reflet Balzac 8e (VO).

LE TROISIÈME HOMME
d'Orson Welles

D'après le roman de Graham Green, une histoire policière dans Vienne, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Reflet Logos 5e (VO), Reflet Balzac 8e (VO).

SALVADOR
d'Oliver Stone

Un reporter américain, à la recherche d'un reportage-choc, enquête au Salvador. Un film-dénonciation sur la répression, la terreur, la guerre civile organisées par le régime avec l'appui des USA.

Studio de la Harpe 5e (VO), Mercury 8 e (VO), Paramount Opéra 9 e, 7 Parnassiens 14e (VO).

MOTS CROISÉS

SOLUTION DU PROBLÈME PRÉCÉDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I	R	E	D	E	S	C	E	N	D	R	E
II	E	■	E	P	E	E	■	E	A	U	X
III	L	i	B	E	R	A	T	R	i	C	E
IV	E	■	A	R	T	■	E	F	G	H	■
V	V	O	L	V	i	C	■	■	N	E	C
VI	E	N	L	i	S	E	S	■	E	■	T
VII	M	U	E	E	■	P	U	E	R	i	L
VIII	E	■	U	R	G	E	N	C	E	■	i
IX	N	U	R	S	E	S	■	U	N	i	E
X	T	N	S	■	L	■	A	S	T	R	E

Lires

MAI ET JUIN 1936

La vague de grève qui secoua la France au printemps 1936 fut un des moments les plus importants dans l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays.

Mais si les grandes grèves d'alors ont laissé leur empreinte dans la conscience de bien des travailleurs et bien des militants surtout, elles ont peu marqué la littérature.

Il existe en fait assez peu de romans sur cette époque et surtout peu de romans qui décrivent les grèves, les occupations d'usine, les combats, les espoirs ou les déceptions de la classe ouvrière.

Les quelques romans que nous présentons ne sont pas les seuls, loin de là, à décrire la période ni même les plus récents d'ailleurs, ceux de Chabrol ayant été écrits il y a près de vingt ans. Mais tous se trouvent assez facilement, la plupart étant édités en livre de poche. Et parmi ces romans, ceux de Jean-Pierre Chabrol et d'Alain Gerber présentent le plus d'intérêt.

"Les rebelles" "La gueuse" "L'embellie"

de Jean-Pierre Chabrol

Ces trois romans, *Les rebelles, La gueuse, L'embellie,* décrivent les années 1933 - 1936 telles que les ont vécues les habitants d'une petite région minière "rouge" des Cévennes, et ceux de leurs parents installés à Paris. La crise, la vie de tous les jours, la montée du fascisme, février 1934, la victoire du Front Populaire, les premiers congés payés, les répercussions en France de la guerre d'Espagne, tout cela, Jean-Pierre Chabrol le fait vivre au lecteur au travers des gens de gauche, militants communistes pour les plus actifs.

***L'embellie* qui clôt la série, couvre l'année 1936. Ce roman montre ce que furent les espoirs et même les limites de cette période, bref, la fragilité de "l'embellie".**

Il faut avoir lu les quelques pages dans lesquelles Rirette, jeune ouvrière parisienne, raconte comment la grève s'est déclenchée dans sa petite usine de 100 personnes, et comment elle s'est terminée, à l'appel du responsable de la CGT qui expliquait qu'il fallait savoir terminer une grève, tandis que Rirette, avec cinq de ses camarades, avait voté pour la poursuite, ébranlée par les paroles d'un jeune homme à lunettes venu expliquer qu'il n'y avait aucune raison de rendre l'usine au patron.

Jean-Pierre Chabrol a beaucoup d'affection et d'estime pour les personnages qu'il décrit. Il a su se servir de ses propres souvenirs d'enfance ou des récits que lui ont faits ceux qui vécurent la période, pour restituer des scènes, des ambiances, des conversations, avec une verve et une chaleur toutes méridionales.

Seulement, ce qui se dégage de sa trilogie est en fin de compte la thèse officielle du Parti Communiste Français : les ouvriers ici ont fait ce qu'ils ont pu, les militants communistes voyaient clair, le sort de la France se jouait en Espagne et Blum, par sa politique de non-intervention, n'a pas voulu aider les Républicains espagnols.

Chabrol fait donc la part belle aux militants communistes. Ceux qu'il décrit le méritent sans doute. Mais il ne dit rien de la politique du Parti, de ses responsabilités dans l'échec du mouvement.

Pourtant, Chabrol avait très certainement les moyens d'en dire plus. Il a vu, compris beaucoup de choses. Et c'est au nom même de la conception de l'écrivain qu'il défend dans son roman *L'embellie* que l'on peut lui reprocher de ne pas avoir tout dit justement. "*Quand je lis,* dit un délégué mineur à l'écrivain Cherche-midi, *je cherche le coupable, mais vous avez des auteurs qui ne situent pas les responsabilités. L'écrivain doit le dire dix fois, vingt fois, sans arrêt. S'il ne le dit pas, il n'a rien dit. Même si c'est un grand artiste, s'il ne dit pas la vérité à ceux qui souffrent, qui tirent le diable par la queue, même s'il a très bien décrit leur misère, il les a montrés, il ne les a pas aidés.*"

Cela vaut pour Jean-Pierre Chabrol lui-même. Il dit la vérité, mais pas toute la vérité. Dommage.

Sylvie FRIEDMAN

☐ **Les trois romans de Chabrol sont édités en livre de poche.**

À TRAVERS QUELQUES ROMANS

"Le faubourg des Coups-de-trique"

d'Alain Gerber

Les années trente dans un quartier de Belfort dont l'auteur connaît visiblement tous les recoins puisqu'il en est originaire. Ce quartier, on le découvre par les yeux d'un enfant de dix ans. Autour de lui, il y a sa famille, des artisans et des ouvriers dont l'avenir est à l'usine Alsthom ou dans les filatures.

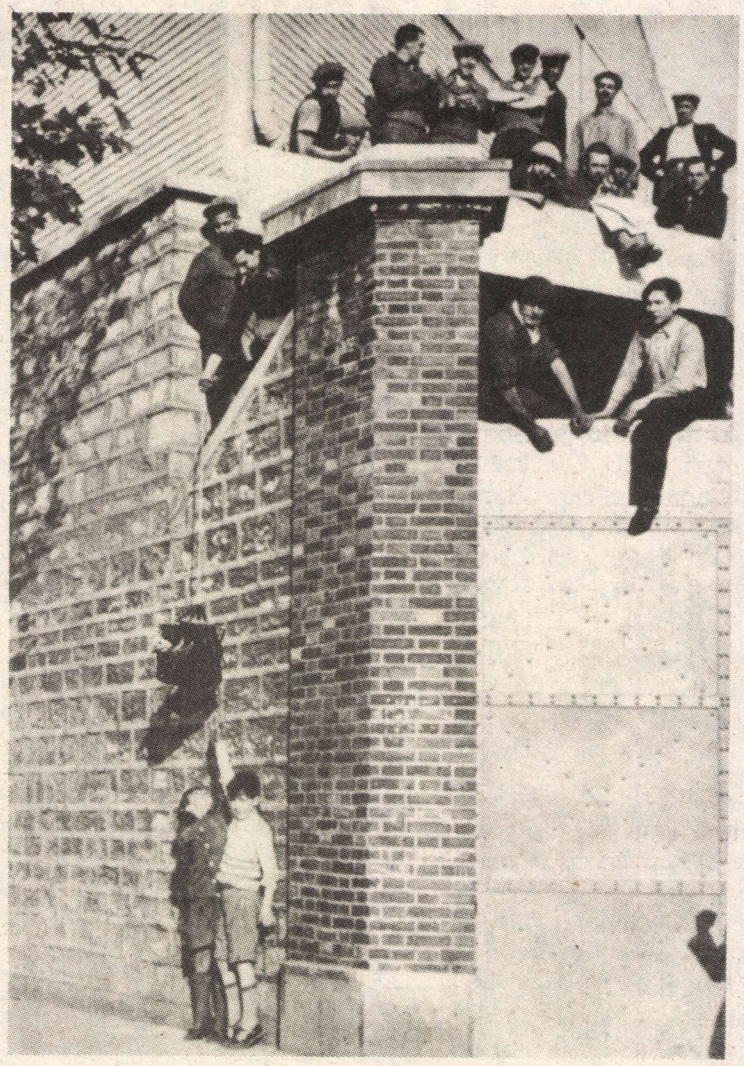
Personne n'est militant dans la famille. On suit simplement, de loin, l'actualité politique. La réconciliation de deux frères, ennemis jusqu'alors, — l'un était au Parti Socialiste et l'autre au Parti Communiste — n'amène que sarcasmes.

Puis vinrent les élections. La victoire du Front Populaire ne souleva pas beaucoup d'illusions. Ce fut un radical-socialiste qui l'emporta à Belfort. L'on se méfiait un peu de lui. Et cette méfiance, on la reportait aussi sur tout le gouvernement. ***"En tant que rad-soc, disait-on dans le faubourg des Coups-de-trique, Miellet*** **(le nouveau député)** ***n'était sans doute pas ce qui pouvait se rêver de mieux comme défenseur de nos intérêts, mais enfin, rad-soc ou pas, il avait été le candidat du Front Populaire et il faudrait bien qu'il nous rende des comptes".*** **En quelques phrases, toute l'ambiance :** ***"Les gens se sentaient - disons - plus légers"... "Puis Belfort a fait grève : si on avait gagné les élections, ça n'était pas pour que tout reste comme avant. Il fallait que Blum, tout Blum qu'il était, s'enfonce bien ça dans le crâne".***

Le faubourg des Coups-de-trique **nous fait vivre, quelque peu, les grèves de cette époque. Mais plus que dans ces grands événements qui secouèrent alors la classe ouvrière, c'est dans la vie quotidienne de ce quartier ouvrier que nous plonge ce livre, avec ses personnages modestes, chaleureux, parfois originaux, qui vivent la période avec espoirs pour certains, sans trop d'illusions pour d'autres, mais tous avec un amour de la vie qui ne les quitte jamais.**

Michel BROUSSE

☐ Le faubourg des Coups-de-trique, *d'Alain Gerber. Le Livre de poche - 375 pages.*



"La douceur de vivre"

de Paul Morelle

Un jeune garçon issu d'une modeste famille rurale observe les gens. Il arrive toujours à la même conclusion : la vie, ce n'est pas cela. Ce n'est pas les privations subies par ses parents, ouvriers à domicile, ni l'horizon borné des adultes non plus. Vis-à-vis de tous, Georges observe une distance faite d'incompréhension teintée d'un léger mépris.

Sans trop savoir pourquoi il interrompt ses études d'instituteur pour se faire embaucher comme employé dans un grand magasin à Paris. Mais il reste tourné vers son village, et c'est là qu'il se lance dans l'activité politique en fondant et animant une section des Jeunesses Socialistes, à laquelle s'inscrivent de nombreux jeunes.

Lors des grandes grèves de mai et juin 1936, Georges reste un peu à l'écart, confiné qu'il est dans un dépôt du magasin. C'est le dimanche qu'il milite... à la campagne.

Le rythme du livre s'accélère lorsque son horizon s'élargit au contact des Jeunesses Socialistes de la Seine qui l'initient aux luttes de tendances dans le parti. Opposé au réformisme de Léon Blum, à la non-intervention en Espagne, Georges sera exclu du parti avec d'autres militants, conscients de la nécessité de reconstruire un parti réellement socialiste mais impuissants à le faire.

Plus tard, mobilisé, Georges se repliera sur lui-même avec, comme seul espoir, survivre à la guerre que personne n'espère plus arrêter.

Plus que l'atmosphère d'une époque, ce livre retrace l'itinéraire personnel d'un jeune socialiste, assez peu militant en fait, et extérieur au mouvement et aux espoirs qui animaient alors bien des travailleurs ; un socialiste auquel on a du mal à s'attacher.

Eliane FAURE

☐ La douceur de vivre, *de Paul Morelle. Edition Sagitaire - 287 pages.*

"La grande vie"

de Roger Bordier

La grande vie est une chronique familiale qui couvre les années trente. La famille a ses racines dans le Val de Loire ; dans un petit village où rituellement, une fois l'an, tous se retrouvent lors d'une fête où l'on rend hommage à la république. Car on est républicain de vieille tradition. Plus même, certains sont socialistes voire communistes.

Des membres de la famille vivent à Paris. Avec eux l'on suit les grands événements de l'époque : l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne, la manifestation en France des ligues fascistes le 6 février 1934, la contre-manifestation du 12 où socialistes et communistes se retrouvèrent au coude à coude, les espoirs que suscitèrent la signature du pacte de Front Populaire, les luttes ouvrières qui se firent de plus en plus nombreuses. Mais les grandes grèves de mai et juin 1936 ne sont que très brièvement relatées car subitement le lecteur se retrouve transporté en 1972 lorsque Parti Socialiste, Parti Communiste et Radicaux de gauche signèrent leur programme commun. Ceux de 1936 ne croient plus alors aux bienfaits d'un tel programme.

1936 fut le point culminant de la montée du mouvement ouvrier. C'est cette montée que, trois ans durant, l'on suit en compagnie des personnages sympathiques de Roger Bordier. Dommage tout de même que le style un peu haché de l'auteur — et la longueur du roman ? — rende la lecture parfois difficile.

M.B.

☐ La Grande vie, *de Roger Bordier. Edition Albin Michel. 530 pages.*

"L'homme sur le pavois"

de Claire et Roger Quillot

Paru en 1976 alors que Roger Quillot n'était pas encore le ministre du Logement qu'il deviendra après l'arrivée à la présidence de Mitterrand, ce roman se veut un hommage à Roger Salengro, ministre de l'Intérieur du Front Populaire, qui se suicida en 1936 à la suite d'une campagne de l'extrême-droite prétendant qu'il avait déserté en 1916. Quelle honte en effet pour un "socialiste" de tourner le dos à la première grande boucherie impérialiste !

Le François Collot du roman est, comme Salengro, un socialiste du Nord, lui aussi ministre de l'Intérieur du gouvernement du Front Populaire. Enseignant réputé pour sa compétence, sa hardiesse, connu pour être un fonceur que rien n'arrête, Collot sait pourtant, en bon réformiste, s'opposer avec vigueur à ses propres camarades. Il sait leur expliquer *"que ce moment de grève a été magnifique mais que maintenant il faut reprendre le travail et faire confiance au gouvernement qui se bat pour leur peuple"*. Et on le verra — toujours avec vigueur — défendre la "pause" et la non-intervention en Espagne.

Mais face aux attaques de l'extrême-droite qui met en cause son patriotisme durant la Première Guerre mondiale, l'accusant d'avoir alors tué son capitaine, le voilà, ce représentant des travailleurs, faisant pâle figure, se posant en incompris, en victime de la solitude du pouvoir.

Mais le Collot de Roger Quillot fait encore plus que le vrai Salengro. Il vit plus longtemps que ce dernier, le temps pour sa police de tirer sur une manifestation ouvrière, comme le fit dans la réalité la police d'un autre socialiste, Marx Dormoy, en avril 1937.

Voilà donc le héros que Roger Quillot, vieux routier de la SFIO, retient de 1936. On a finalement les héros que l'on mérite.

Ce livre est préfacé par François Mitterrand pour qui cet ouvrage est un essai sur *"l'apprentissage de la solitude"*. Il doit savoir de quoi il parle, lui qui se trouve au sommet d'un pouvoir qu'il partage avec d'autres politiciens, desquels il ne se différencie guère.

M.B.

☐ L'homme sur le pavois, *de Claire et Roger Quillot. Edition Folio — Livre de poche. 307 pages.*

INTERNATIONAL

LES ÉLECTIONS EN ESPAGNE

DANS LA FOULÉE DU RÉFÉRENDUM SUR L'OTAN, LE PARTI SOCIALISTE SE SENT LE VENT EN POUPE

Le dimanche 22 juin, les Espagnols vont élire les députés et les sénateurs dans tout le pays. Il n'y a qu'un seul tour, à la proportionnelle, avec des listes de candidats par province.

C'est à Madrid que se présentent les "têtes" de listes les plus connues : Felipe Gonzales, chef du gouvernement et leader du PSOE (Parti socialiste); Suarez au centre (CDS); Iglesias pour le PCE (gauche unie) et Carrillo (sous l'étiquette unité... des communistes)!

C'est Felipe Gonzales qui a décidé d'avancer de quelques mois ces élections, pensant ainsi profiter de la victoire des "oui" au référendum sur le maintien de l'Espagne dans l'OTAN qui est finalement apparu comme un plébiscite en sa faveur.

Aujourd'hui, après 4 ans d'austérité, de politique anti-ouvrière menée par les Socialistes, ceux-ci sont en passe de retrouver, comme en 1982, une majorité absolue au Parlement.

C'est du moins ce qu'annoncent les sondages qui donnent au PSOE entre 190 et 195 députés sur 350 (il est vrai que les sondages avaient malencontreusement prédit la victoire des "non" au référendum sur l'OTAN).

La campagne du PSOE est celle d'un parti au pouvoir qui a le vent en poupe. Les ministres socialistes se succèdent à la TV pour rappeler qu'il n'y a pas d'autre politique possible, que l'Espagne devient un pays moderne, même s'il faut en payer le prix. Partout, s'étale l'affiche géante de Gonzales souriant sur fond de verdure avec le slogan *"Un bon chemin"*.

Un chemin qui a fait passer le nombre de chômeurs à plus de 3 millions (soit 22 % de la population active) alors que les affaires qui se traitent à la Bourse de Madrid font la joie des boursiers, (certaines valeurs multipliées par 4 en trois mois).

Durant les quatre années passées, il y a peu de catégories de travailleurs auxquelles les socialistes ne se soient attaqués, à commencer par les plus démunis : chômeurs et retraités. Et les licenciements ont été nombreux avec la "reconversion" : sidérurgie, chantiers navals... Chaque fois, il y a eu des réactions et les travailleurs ont dû le plus souvent reculer. En ce moment, les ports espagnols sont en grève, le gouvernement socialiste ayant pris un décret visant à "privatiser" leur gestion.

Le PSOE annonce qu'il va continuer la même politique. Il est cependant en passe de gagner les élections. Du côté de la droite, les leaders ne sont pas vraiment neufs puisque Fraga est un vieux cheval de retour du franquisme dont le discours sent encore le temps de feu le "Caudillo". Le centriste Suarez va avoir de la peine à faire oublier sa chute à 2 % en 1982, après son passage au gouvernement. Son ton "marqué à gauche" va peut-être lui permettre de récupérer une partie de son électorat. Mais les problèmes de Suarez n'ont vraiment pas de quoi passionner les travailleurs.

Du côté du Parti Communiste Espagnol, l'objectif est de récupérer le maximum des 7 millions de "non" du référendum sur l'OTAN. Le PCE a été le principal animateur des manifestations qui ont précédé le référendum, mais aujourd'hui, ses alliés de la plateforme dite de la "gauche unie" se réduisent à peu de choses : un socialiste dissident, Puerta; un ex-communiste, Tamames; et quelques groupuscules comme le parti humaniste ou le parti carliste (royaliste).

Le ralliement le plus spectaculaire est sans doute celui du PCPE, parti communiste prosoviétique, mais c'est un ralliement qui plus que discret jusqu'ici et qui ne semble guère séduire les militants du PCPE. Un tel bloc reconstruira peut-être dans le futur une "nouvelle gauche" comme le souhaite le secrétaire du PCE Iglesias. Mais pour l'instant l'objectif, considéré comme optimiste, est d'avoir... 10 députés. Quant à Santiago Carrillo, il fait cavalier seul avec une liste intitulée : "Unité des communistes".

Jean LIMOUX

La fête du PCE: À la recherche de l'alternative

Cette année, le Parti Communiste Espagnol a voulu faire de sa fête annuelle à Madrid, une "fête ouverte", une manifestation de la coalition électorale "la gauche unie". Toutes les banderoles de la fête portaient la signature et les couleurs (rouge et vert) de la "gauche unie". Les autres forces politiques alliées au PC n'apparaissaient nulle part. C'était notamment le cas du PC prosoviétique, dont les militants à Madrid refusent de mener campagne pour la "gauche unie". Et les "courants sociaux" alliés du PC n'apparurent qu'au moment du meeting central, le dimanche, devant guère plus de 5 000 personnes.

Le PCE avait fait la part belle à deux orateurs : Alfonso Puerta, dissident socialiste et surtout Ramon Tamames, ancien adjoint au maire communiste de Madrid, devenu depuis "écologiste et progressiste". Il a appelé dans son discours *"les progressistes de Suarez à se reprendre et à rejoindre la gauche unie"*. Quant à Marcelino Camacho, dirigeant des Commissions ouvrières et vieux dirigeant politique du PC, il a consacré une partie de son intervention à justifier l'alliance avec les monarchistes carlistes avec lesquels il avait été emprisonné sous Franco. Ce qui lui valut moins d'applaudissements que ses attaques contre le gouvernement socialiste et contre Carrillo qu'il accusa de faire le jeu de Gonzales.

Enfin Gérardo Iglesias, secrétaire général du PCE, a conclu le meeting en justifiant la création de la "gauche unie" par la nécessité de suivre l'évolution de la société et de s'ouvrir à d'autres courants sociaux. Et il a quitté la tribune en ayant pris soin - contrairement aux autres orateurs du PC - de ne jamais prononcer le mot de "camarades" et de ne pas lever le poing.

Les nouveaux alliés ont dû apprécier cette attitude. Certainement plus que ces familles ouvrières du PCE qui, au restaurant basque, ont demandé aux joueurs de flûte et de tambour de rejouer l'Internationale ; ou que ce vieux militant qui, sous un soleil de plomb, arpentait tout la fête avec un énorme drapeau rouge!

Le serment de la "gauche unie" : "tous pour un... siège de député" de gauche à droite : Gallego (PCPE), Curiel (PCE), Tamamès (Front Progressiste), Puerta (PASOC) et Iglesias (PCE)

Rien à dire... ça s'étale

La campagne électorale est l'occasion d'une débauche d'affiches géantes dans toutes les rues des grandes villes.

Les slogans sont si généraux, qu'il est bien difficile de retrouver à qui ils appartiennent :

"C'est nécessaire" : PCE
"Pous s'en sortir, en avant" : la droite
"Pour un bon chemin" : PSOE
"L'autre manière de faire l'Espagne" : le centre
"Un vent nouveau" : le centre encore.

Les sommes dépensées sont considérables : 10 milliards de centimes pour le PSOE qui en a reçu 9 en prêts bancaires. Tous les partis reçoivent des crédits des banques : Fraga 8 milliards de centimes, Suarez 825 millions de centimes, le PCE 825 millions. La presse l'annonce. C'est la contribution des banques... à la démocratie!

Décidément, l'Espagne ressemble à la France! C'est vraiment l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun de la camelote électorale bourgeoise.

EN MARGE DE LA CAMPAGNE, LA VIE QUOTIDIENNE AU PAYS BASQUE

Joseba Asensio, âgé de 27 ans, originaire de Bilbao, avait été condamné en 1980 à neuf ans de prison pour appartenance à l'ETA militaire et détention illégale d'armes. Il était emprisonné à Herrera de la Mancha (province de Ciudad Real), une prison réputée "dure", réservée aux detenus considérés dangereux.

Le dimanche 8 juin, Joseba Asensio était trouvé mort dans sa cellule. Une congestion pulmonaire, paraît-il, alors qu'il n'était pas soigné à l'infirmerie de la prison.

Aussitôt, Herri Batasuna, formation nationaliste dont Joseba Asensio était militant, appelait à une manifestation à Bilbao. Un millier de personnes était violemment dispersé par la police. Mais les affrontements les plus importants eurent lieu le lendemain, à l'occasion de l'enterrement. Plusieurs milliers de personnes s'étaient rassemblés pour accompagner le cercueil. Trois policiers en civil, qui avaient été reconnus par la foule, ont sorti leurs révolvers pour se dégager et ont tiré en l'air. Mais surtout, les policiers ont chargé très violemment. Ils ont matraqué ceux qui portaient le cercueil, qui est tombé à terre et qu'ils on dû porter eux-mêmes au cimetière. Il y a eu 30 blessés, dont un dirigeant de Herri Batasuna et la sœur du militant mort.

De toute évidence, les autorités avaient choisi de frapper fort. La presse et la télévision espagnoles ont accordé une large place à l'événement, notable il est vrai par sa brutalité. Par contre, les hommes et les partis politiques du pays n'ont pas pris position ni fait le moindre commentaire. Ces affrontements sont restés totalement en marge de la campagne électorale.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995